

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION.**

Département des Sciences Commerciales

**Mémoire de fin de Cycle
Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales**

Option : Finance et Commerce International

Thème

***Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices en
Algérie :***

Cas de la wilaya de Bejaia

Réalisé par :

- 1- MEKHMOUKHEN Kafia
- 2- KADRI Yasmina

Encadreur :

M^{me} BELAIDI Tinhinane

Membre du Jury

M^m BELAIDI
M^r MOUSSAOUI
M^{elle} MOKNACHE

Promotion 2015-2016

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, nous rendons grâce à Dieu qui nous a donné le courage et la motivation pour bien accomplir ce travail.

On tient d'abord à exprimer notre profonde gratitude et tous nos remerciements à notre promotrice ; **M^{me}BELAIDI Tinhinane**, pour sa patience et ses conseils qui nous ont permis de réaliser ce mémoire ;

Nos remerciements s'adressent aussi au personnel de la **SARL RAMDY** particulièrement ; **M^{me}BELDJOUDI Hayat, Mr Abdessalamet M^rAIT EL HARA Oussama** pour leurs directives si précieuses ;

Nous remercions également **MrBERKA Abdenour** et **Mr Ameer Sofiane** pour leurs orientations ;

Enfin nos remerciements vont à l'ensemble des enseignants de la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'Université de Béjaia, pour toute l'aide et l'assistance qu'ils nous ont apportés durant notre formation.

DEDICACES

Je dédie ce travail :

À mes très chers parents qui ont répondu présents tout au long de mes études,
et qui se sont imposés pour faire de moi ce que je suis ;

A mon frère Hamid, que Dieu le garde ;

A ma petite sœur Lydia, que Dieu la protège ;

A ma grand-mère, mes oncles et tantes, cousins et cousines et à toute la
famille Mekhmoukhen ;

A tous mes amis, particulièrement : Fatah ;

À tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce
modeste travail.

MEKJMOUKHEN Kafra

DEDICACES

Je dédie ce travail :

A la mémoire de mon père et de mes deux cousines ; Nassima et

Menoune ;

A ma très chère mère, mon frère Mohand Laid et mes sœurs ;

A mon fiancé Naim et sa famille ;

A tous mes oncles et tantes, cousins et cousines, neveux et nièces ;

A tous mes amis, particulièrement : Lydia, Molly et Salim.

KADRI Yasmina

Liste des abréviations

- CREDOC** : crédit documentaire ;
- DA ou DZD** : dinar algérien ;
- DTS** : *droits de tirages spéciaux* ;
- FFE** : facilité de financement élargie ;
- FMI** : fond monétaire international ;
- FOREX** : FOReign Exchange ;
- LFC** : loi de finance complémentaire ;
- NF** : nouveau franc français ;
- PAS** : plan d'ajustement structurel ;
- Pdl** : poudre de lait ;
- PIB** : produit intérieur brut ;
- REMDOC** : remise documentaire ;
- SARL** : société à responsabilité limitée ;
- S.M.I** : système monétaire international ;
- TCE** : taux de change effectif ;
- TCEN** : taux de change effectif nominal ;
- TCER** : taux de change effectif réel ;
- TCN** : taux de change nominal ;
- TCR** : taux de change réel ;
- UMA** : Union du Maghreb Arabe ;
- USA** : États-Unis d'Amérique ;
- USD** : dollar Américain ;
- PPA** : théorie de la parité des pouvoirs d'achats.

Sommaire

Introduction générale

*Chapitre I : généralité
sur le taux de change*

*Chapitre II : La
dévaluation du dinar
et son impact sur les
échanges extérieurs*

***Chapitre III : Essai
d'analyse de l'impact de la
dévaluation du dinar sur les
entreprises importatrices de
la wilaya de Bejaia***

Conclusion Générale

Annexes

Annexe N° 01 : Engagement d'importation

-00-ENGAGEMENT D'IMPORTATION -00-

Cadre Réserve à l'importateur	
Nom/Raison sociale :	Agence :
Activité :	N° de compte :
Adresse :	Date d'ouverture du compte :
Téléphone :	N° d'identifiant fiscale :
Fax :	Code NIS :
Dans le cadre de notre activité et de la réglementation des changes, notamment l'instruction N° 20/94 de la Banque d'Algérie, nous vous demandons de nous domicilier l'opération référencée ci-après :	
Cadre Réserve à l'opérateur	
Produit	
Nature du produit importé : «DESIGNATION_»	
N° du tarif douanier : «TARIFS_DOUANIER»	
Destiné à la :	
Quantités : «QUANTITES» «UNM»	Prix unitaire :
Fournisseur	
Nom ou raison sociale : «FOURNISSEURS_»	
Adresse : «ADRESSE_»	Pays : France
Règlement	
N° de facture : «FACTURE_»	Date de la facture : 30/03/2016
Mode de règlement : REMDOC	Banque fournisseur : «DOMICILIATION_BANCAIRE»
Montant en devise : «MONTANT_» «DEVICES»	Contre valeur en DA :

Nous certifions sincères et véritables les indications portées sur le présent engagement, pris sous notre entière responsabilité.

Date : 25/04/2016

Cachet, signature de l'importateur

Cadre Réserve à l'agence

La présente opération réalisée, par CREDOC / REMDOC / TRANSFERT (1) est autorisée dans le strict respect de la réglementation des changes et du commerce extérieur en Algérie, et en application de l'instruction 499 P.D.G du 29/12/94. Sa contre valeur en \$ US a fait l'objet d'une:

Provision représentant : % à nos caisses.

Par : Débit compte Dinars / Débit compte Devises personne Morale (1) en date du :

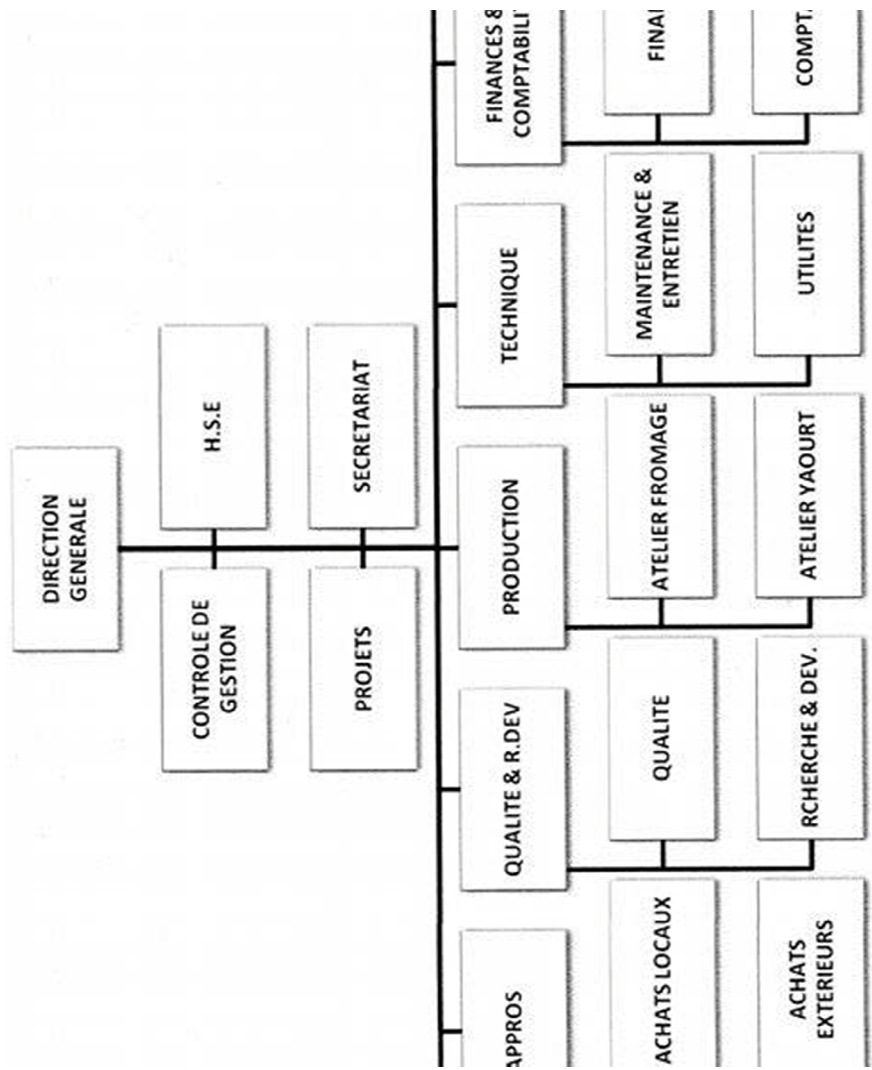
N° Autorisation de crédit n° : du dont copie ci-joint.

Date :

Cachet, et signature du chef d'agence

Rayer la mention inutile.

Annexe N°02 :organigramme de la SARL RAMDY



Annexe N°03 : fiche de coût d'un yaourt aromatisé

Désignations	Qté/unité	prix unitaire (LIFO)	Valeur
pdl 26%	0,006145		
pdl 0%	0,005435		
Sucre	0,0111		
arome fraise	0,0002		
Ferment	0,00004		
coûts des matières premières			
MIXPAP yaourt aromatiser fraise	0,004606		
Décor	0,01002		
Barquette yaourt	0,020833		
Bande PS	0,004359		
coût de l'emballage			
coût matières et emballage			
total coûts directes hors matières			
total coûts indirectes			
coût total			
prix de vente TTC			
prix de vente HT			
marge			
marge en %			

Annexe N°04 : questionnaire

Université Abderrahmane mira de Bejaia
Faculté des sciences économique, de gestion et des sciences commerciales
Département des sciences commerciales

Questionnaire

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans le cadre de la préparation de notre mémoire de fin de cycle pour l'obtention d'un diplôme de Master en Sciences Commerciales, Option : Finance et Commerce International, nous vous prions de bien vouloir participer à notre enquête, afin de parvenir à enrichir notre travail portant sur *«L'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices en Algérie, cas de de la wilaya de Bejaia»*.

Nous vous remercions de bien vouloir nous consacrer un peu de votre temps et nous vous garantissons que ces informations anonymes resteront confidentielles et que leur utilisation sera purement pédagogique.

Dénomination sociale :

Siege de l'entreprise :

Statut juridique : SARL

EURL

SPA

SNC

Cochez les cases qui correspondent à vos choix.

Partie I : présentation de l'entreprise

1) Quel est l'âge de votre entreprise ?

Moins de 5 ans

Entre 5 et 10 ans

Plus de 10 ans

2) Pouvez-vous indiquer la taille de votre entreprise ? (N.B : le critère utilisé étant le nombre d'effectifs) ?

Petite entreprise

Moyenne entreprise

Grande entreprise

Veillez indiquer le nombre d'effectifs et le chiffre d'affaire de votre entreprise en date du 31/12/2015 :

3) Quel est le secteur juridique de votre entreprise ?

Privée Publique

Partie II : données relatives aux importations

4) Depuis quand votre entreprise à commencer à importer ?

Depuis le début d'activité de l'entreprise.

Depuis peu de temps (moins de 5 ans)

Depuis plusieurs années (plus de 5 ans)

5) Quel type de produits importez-vous ?

Matières premières Emballages

Produits semi-finis Pièces détachés

Produits finis Autres :

6) Qu'est ce qui justifie le plus votre choix d'importation ?

Les prix plus intéressants à l'étranger

L'étroitesse du marché local

Qualité meilleure à l'étranger

Si autres, préciser :

7) Quel(s) est/sont la(les) région(s) de la provenance de vos produits importés ?

Union Européen

USA

Asie

Maghreb

Amérique du sud

Si autres,

précisez :.....

8) Quel est le mode principal de transport utilisez-vous pour importer vos produits ?

Transport aérien

Transport maritime

Transport ferroviaire

Transport routier

9) Quel est le mode de paiement qu'utilisez-vous le plus pour régler vos importations ?

Crédit documentaire

Remise documentaire

Transfert libre

10) Quelles sont les difficultés et les contraintes rencontrées dans vos opérations d'importations ?

Manque de disponibilité de la devise

Lourdeurs administratives

Opération couteuse

Si autres, précisez :.....

Partie III : impact de la dévaluation du dinar sur les importations

11) Quelle est la devise étrangère qui impacte le plus votre entreprise ? (classez-les de 1 à 2 selon leur importance, 1 étant la plus importante).

Euro

Dollar

Si autre, précisez :.....

12) Avec la dévaluation du dinar, les produits importés seront plus chers. Quelles sont les décisions importantes à avoir été prises en réponse à ce phénomène ?

• **Concernant le volume des importations :**

Réduire les importations

Maintenir les quantités habituelles en payant plus

• **Concernant le prix de vente :**

Hausse des prix de vente

Réduction de la marge bénéficiaire

• **Concernant l'effectif :**

Réduction des effectifs

Baisse des salaires

Augmentation des horaires de travail

• **Concernant les achats :**

Déplacement de la production à l'étranger

Réorientation des achats

13) La dévaluation entraîne une inflation importée, ce qui réduit le pouvoir d'achat des consommateurs. Avez-vous enregistré une baisse des ventes suite à cela dans les trois précédentes années ?

Oui

Non

Si oui, dites quel est le pourcentage de cette baisse :
.....

14) Envisagez-vous la dévaluation du dinar comme une occasion de repenser à la stratégie et au fonctionnement de votre entreprise vis à vis de l'étranger ?

Oui

Non

• Si oui, expliquez comment ?

Réponse :

• Si non, dites pourquoi ?

Réponse :

15) Pensez-vous qu'avoir une grande capacité de stockage permet de minimiser les impacts négatifs de la dévaluation sur les opérations d'importations ?

Oui

Non

Veillez justifier votre réponse :

16) Trouvez-vous que l'Algérie est un pays où l'exercice des opérations d'importation est facile ?

Oui

Non

Commentez :

17) veuillez classer les propositions suivantes selon votre degré de crainte à propos de la dévaluation actuelle du dinar ?

Baisse de rendement

Fermetures d'entreprises

réduction des effectifs (licenciement)

Diminution des salaires

Augmentation des couts de production

Aucun, la dévaluation du dinar ne m'inquiète pas pour le moment

Si autres, précisez :

18) Citez trois principales conséquences de la dévaluation du dinar sur votre entreprise ?

1.

2.

3.

19) Que pouvez-vous dire de plus sur votre situation vis à vis de la dévaluation du dinar ?

Bibliographie

Bibliographie

A. Ouvrages :

- ALLEGRET J P., « Monnaies, finance et mondialisation », 3^{ème} édition, Vuibert, février 2008.
- ARTUS.P « économie des taux de change », Economica, paris, 1997.
- Benissad.B, « Le plan d'ajustement structurel », l'expérience du Maghreb, Ed OPU, Alger, 1999.
- BICHARA.K, «L'Arabie Saoudite et l'Algérie face à la crise pétrolière de 1986», in annuaire de l'Afrique du nord, tome 24, CNRS Editions Alpha, 1985.
- **BLANCHAE L O. & COHEN D., « Macroéconomie », Pearson Education, Mars 2010.**
- BOUERE J.P., « Titres et emprunts obligataires », Banque édition, Paris, 1998.
- BOURET.R, « Relations économiques internationales », 4^e édition, Éditions Chenelière Éducation, Montréal, 2008.
- BURDA M. & WYPLOZES C., « Macroéconomie, une perspective européenne », De Boeck, 3^{éd}, paris, 1998.
- DOHNIL & HAINOUT.C, « le taux de change : déterminants, opportunités, et risques », de Boeck, 2004.
- FAUGERE.J.P, « le système monétaire et financier international, crises et mutations », édition Nathan, Paris, 2000.
- FONTAINE P., « Marché des changes au comptant et à terme», 2^{ième} édition, Pearson, avril, 2011.
- GREGORY C., « Le crédit documentaire », Edition DUNOD, Paris, 1986.
- GUILOCHOU B. & KAWECHE A., « économie international, commerce et macroéconomie », 4^{ème} édition DUNOD, paris, 2003.
- KRUGMA P. & OBSTFELD M., «International Economics: Theory and Policy», 7^{ième} ed., Addison Wesley, 2005.
- KRUPKA.D, « histoire de la banque de Pologne 1919-1947 », French Edition, Paris, 2014.
- LEROUX.F, « marchés internationaux des capitaux », Edition Eska, Québec, 1988.
- LEGRAND G. & MARITINI H., « gestion des opérations import –export », édition DUNOD, paris 2008.
- MANSOURI M., « système et pratique bancaire en Algérie », édition Houma, Alger, 2006, p 178.

Bibliographie

- Pierre-Hubert breton et Armand-dents Schoor, « la dévaluation », Edition BOUCHENE, Alger, 1993.
- REVIL.L.A, « les régimes de change », édition la découverte, paris, 1999.
- RAHADJ-NACER, « les cahiers de la réforme », vol N°4, édition ENAG, 1990.
- ROUX.D., « La dévaluation », Repères, Mama, Paris, 1972.
- SALVAT M. Eric CHARDOILL E., « L'essentiel des marchés financiers », Edition EYROLLES, Mai 2010.
- SIROEN J.M., « finance internationale », édition Armand colin, paris 1993.

B. Rapports, mémoires et thèses :

- ADJAUD, TORCHIAT, « l'impact de la dévaluation de la monnaie sur la croissance économique », université de BEJAIA, 2012-2013.
- ADOUKA.L, « Modélisation du taux de change du dinar algérien », thèse de doctorat, université de TLEMCEM, 2010.
- AFFROUN.N & KRIM.K, « Analyse de la relation entre le prix du pétrole et le taux de change réel du Dinar Algérien », mémoire de Master, université de Bejaia, 2010.
- AGGAB.N. & AIT ELHADJ.F, « Ressources naturelles et risque d'un syndrome hollandais : cas de l'économie Algérienne », mémoire de Master, université de Bejaia, 2015.
- AKSIL.K, « Le financement des investissements par l'emprunt obligataire : Cas d'AIR ALGERIE », mémoire de Magistère, université de Mouloud MAMMERI de TizouOuzou, 2013.
- AOUN M.C, «La rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs », thèse de Doctorat, Paris DouphineEdocif, 2008.
- BENDIABDELLAH.A & BENSIKADDOUR.K, « La compétence : dimension humaine de la qualité totale », mémoire de magister, université de Mostaganam, 2008.
- BOUCHETA.Y, « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien », mémoire de Magister, université de Tlemcen, 2014.
- BOUSSELMIS « impact de la dévaluation sur les échanges extérieurs », », rapport de recherche en vue de l'obtention du grade de maitre des sciences, université de Montréal, 2002.
- FERRAT.M, « impact des fluctuations du dollar américain sur le commerce extérieur de l'Algérie », mémoire de magistère, université MOULOU MAMMERI de TIZI OUZOU, 2012.

Bibliographie

▪ HADJAR.A, « l'entreprise et la relance économique », mémoire de magistère, université d'Oran, 2011.

▪ HAMAMDA.M, « Crise et transition à l'économie de marché en Algérie », revue sciences humaines N°21, Université Mentouri Constantine, juin 2004, p.78.

▪ IDIRI.F&BELAZOUZ.S « impact de la dévaluation de la monnaie sur les exportations en Algérie », mémoire de Master, université de Bejaia, 2014.

▪ KOUDACHE.L, « Les politiques de change et leurs effets sur l'économie : Cas de l'Algérie », mémoire de Magister, université Mouloud MAMMARI DE TIZI-OUZOU, 2012.

▪ MADOUÏ « le financement des opérations du commerce extérieur en Algérie » rapport de stage de licence 2015.

▪ RENNANE.R « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance de paiement », mémoire de Magistère, université d'Oran, 2013.

▪ ZOURDANI «le financement des opérations du commerce extérieur en Algérie »mémoire de magister, 2012.

C. Articles:

▪ BELLAL.S, « Dutchdisease et désindustrialisation en Algérie, une approche critique », manuscrit publié dans la revue du chercheur, université de Guelma, 2013.

▪ CHEBBAH K., « Evolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 », Revue Campus N°7, 2005.

▪ Karl T., « *Oil Booms and Petro-States* », *The Paradox of Plenty*, University of California Press, Berkeley, 1997.

▪ ZEMOURI.M, « La portée du succès du post-ajustement dans le cas de l'Algérie », Revue des Sciences Économiques et de Gestion N°02, Université de Batna, 2003.

▪ Baba Ahmed, « dévaluation du dinar et entreprise publique », cahier du CREAD, n°57, troisième trimestre, 2001.

D. Sites :

▪ http://www.cread.edu.dz/cinquante-ans/communication_2012/ilmane.pdf

▪ <http://www.bank-of-algeria.dz/html/marcheint1.htm>

▪ http://www.douane.gov.dz/pdf/banque_algerie/Reglement%20N07-01.pdf

▪ <http://www.bank-of-algeria.dz/html/legist13.htm>

▪ <http://www.tsa-algerie.com/20150728/les-acteurs-de-linformel-invites-a-deposer-leur-argent-dans-les-banques-a-partir-du-15-aout-video/>

Liste des figures

Liste de figures :

A. Liste des tableaux :

Tableau N° 01 : La parité DA/USD (1958-1970)	18
Tableau N°02 : la composition du panier de référence du Dinar Algérien	19
Tableau N° 03 : détermination du prix de la poudre de lait importée par la SARL RAMDY	54
Tableau N°04 : Fiche de coût d'un yaourt aromatisé fraise 100 GRS en 2015	56
Tableau N°05 : Fiche de coût d'un yaourt aromatisé fraise 100 GRS en 2016	56
Tableau N° 06 : La répartition de l'échantillon selon l'âge de l'entreprise	60
Tableau N° 07 : La répartition de l'échantillon selon la taille de l'entreprise	61
Tableau N° 08 : secteur juridique des entreprises	62
Tableau N°09 : La répartition de l'échantillon selon le début de l'importation.....	63
Tableau N°10 : type de produit le plus importé	64
Tableau N°11 : les motivations de choix d'importation.....	65
Tableau N°12 : les régions de la provenance des produits importé	67
Tableau N°13 : La répartition de l'échantillon selon le mode principal de transpor .	68
Tableau N°14 : La répartition de l'échantillon selon le mode de paiement	69
Tableau N°15 : les difficultés rencontrées dans l'opération d'importation.....	70
Tableau N°16 : la répartition de l'échantillon selon la devise qui impact le plus les entreprises interrogées.	71
Tableau N°17 : les décisions prises par les entreprises consultées en réponse à la dévaluation du dinar.	73
Tableau N°18 : La dévaluation du dinar provoque la baisse des ventes des entreprises	74
Tableau N°19 : moyenne de la baisse des ventes	75
Tableau N°20 : La dévaluation du dinar fait repenser à la stratégie et au fonctionnement des entreprises vis à vis de l'étranger	76

Tableau N°21 : La capacité de stockage permet de minimiser les impacts négatifs de la dévaluation.....	77
Tableau N°22 : La facilité d'exercice d'importation en Algérie.....	78

B. Listes des graphiques :

Graphique N°01 : Evolution de la balance commerciale de l'Algérie 1962-1980.....	29
Graphique N°02 : Evolution de la balance commerciale de l'Algérie 1980-2000.....	30
Graphique N°03 : Evolution de la balance commerciale de l'Algérie 2000-2015....	31
Graphique N°04 : Evolution des prix de la poudre de lait (entière et écrémée).....	55
Graphique N°05 : Impact de la dévaluation du dinar sur la production du yaourt chez la SARL RAMDY.	57
Graphique N° 06 : La répartition de l'échantillon selon l'âge de l'entreprise	60
Graphique N°07 : La répartition de l'échantillon selon la taille de l'entreprise	61
Graphique N° 08 : Secteur juridique des entreprises	62
Graphique N°09 : La répartition de l'échantillon selon la taille de l'entreprise	63
Graphique N° 10 : type de produit importé par les entreprises	64
Graphique N°11 : Les motivations du choix d'importation.....	65
Graphique N°12 : les régions de la provenance des produits importés.....	66
Graphique N°13 : La répartition de l'échantillon selon le mode principal de transport	68
Graphique N°14 : La répartition de l'échantillon selon le mode de paiement le plus utilisé dans les opérations d'importations.....	69
Graphique N° 15 : les difficultés et les contraintes rencontrées lors des opérations d'importations.....	70
Graphique N° 16 : la devise qui impact le plus les entreprises interrogées	71

Graphique N°17 : les décisions prises par les entreprises consultées en réponse à la dévaluation du dinar.....	73
Graphique N°18 : La dévaluation du dinar provoque la baisse des ventes des entreprises.....	74
Graphique N°19 : La dévaluation du dinar fait repenser à la stratégie et au fonctionnement des entreprises vis à vis de l'étranger.....	76
Graphe N°20 : La capacité de stockage permet de minimiser les impacts négatifs de la dévaluation.....	77
Graphe N°21 : La facilité d'exercice d'importation en Algérie.....	78

C. Liste de schémas :

Schéma N° 01 : Les étapes de règlement des échanges.....	05
Schéma N° 02 : Le mécanisme du CREDOC	35
Schéma N° 03 : Le mécanisme de la REMDOC.....	36
Schéma N° 04 : Cercle vicieux de la dévaluation de la monnaie	46
Schéma N° 05 : La courbe J.....	47

Table des matières

Introduction générale

La monnaie joue un rôle crucial dans les échanges commerciaux entre pays, la détermination de sa valeur par rapport à une autre, exprimée par le taux de change, est l'une des problématiques majeures en macroéconomie. Cependant, les autorités gouvernementales sont parfois amenées à faire le choix de restreindre leur politique de change, en fixant la parité de leur monnaie de façon plus au moins rigide par rapport à une autre devise étrangère.

Par ailleurs, la distinction entre les deux phénomènes ; dévaluation et dépréciation doit être mise en évidence;

La dévaluation, étant un acte volontaire d'une banque centrale, consiste à baisser la parité d'une monnaie par rapport aux autres devises étrangères avec lesquelles elle opère, dans le but de faire face à un déséquilibre mettant en péril l'économie nationale.

La dépréciation, par contre, se traduit par la perte de valeur d'une monnaie par rapport à d'autres devises étrangères qui sanctionne la situation économique d'un pays sans, l'intervention officielle des autorités monétaires.

Les premières dévaluations des monnaies sont apparues après la Première Guerre mondiale, lorsque la plupart des pays abandonnent l'étalon or et adoptent l'étalon change or. Elles se sont développées surtout après la seconde guerre mondiale avec la naissance du système de Bretton woods qui a joué un rôle fondamental dans l'évolution du système monétaire international marqué par l'adoption du régime de change fixe où la seule monnaie convertible en or était le dollar US. En 1971, l'effondrement de ce système a permis le passage vers le change flottant où le taux de change subit des fluctuations importantes ainsi qu'une flexibilité en fonction des données de marché.

La balance des paiements permet de retracer les transferts de devises en faveur de l'étranger et leur rapatriement en faveur du pays. Elle renseigne sur la position de l'économie nationale au sein de l'économie mondiale. La différence entre ces deux valeurs qui exprime le solde de la balance influe sur la détermination du taux de change de la monnaie nationale. En cas d'excédent structurel, la monnaie nationale est réévaluée. Par contre en cas de déficit structurel, la monnaie nationale est dévaluée, en vue de réaliser le retour à l'équilibre de la balance des paiements.

La baisse des prix du pétrole sur le marché mondial, au cours de ces dernières années, s'est répercutée sur l'ensemble des pays exportateurs. Il apparaît ainsi que la dépendance de l'Algérie aux hydrocarbures a fait que la chute des prix de l'or noir influe à la baisse les entrées en capitaux. Du coup, la limitation des sorties des devises doit être établie afin d'éviter le déséquilibre de la balance des paiements. Ainsi, la dévaluation rentre en jeu pour freiner les importations et encourager les exportations. De ce fait, on peut se demander :

Quel est l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices en Algérie ?

Afin de bien cerner ce problème, notre recherche consiste à fournir des réponses précises et pertinentes à la série d'interrogations suivante :

- Qu'entendons-nous par la dévaluation de la monnaie et quelles sont ses conséquences sur les échanges extérieurs en Algérie ?
- Comment les entreprises algériennes sont-elles impactées par la dévaluation du dinar ?

Afin de mieux nous aider à parvenir à une telle finalité, nous proposons les hypothèses suivantes :

- ❖ La dévaluation de la monnaie nationale conduit à rétablir les équilibres macroéconomiques en améliorant la compétitivité extérieure de l'Algérie ;
- ❖ La dévaluation du dinar engendre une inflation importée sur les produits locaux.

La pertinence de la problématique de notre recherche se confirmera en s'appuyant essentiellement sur l'analyse d'une enquête par questionnaire auprès de quelques entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia et d'un stage pratique au sein de la laiterie RAMDY, qui nous ont permis de déterminer comment la dévaluation du dinar impacte l'activité des entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

Pour mener à bien notre recherche, nous avons procédé par un plan de travail composé de trois chapitres :

Un premier chapitre qui traite dans son ensemble les différents points permettant de cerner le taux de change, tout en expliquant les différents régimes de change, les déterminants du taux de change, ainsi que les étapes de la politique de change en Algérie et son objectif.

Le deuxième chapitre est consacré à la structure des échanges en Algérie, en déterminant l'évolution de la balance commerciale, l'historique de la dévaluation en Algérie, ses limites et ses objectifs et aussi les effets attendus par ce phénomène.

Le troisième chapitre est consacré à la présentation des résultats obtenus en effectuant un stage pratique chez la SARL RAMDY et l'enquête réalisée auprès de quelque entreprise de la wilaya de Bejaia.

Chapitre I : généralités sur le taux de change

Introduction

Chaque jour des Euros s'échangent contre des Dollars, des Dollars contre des Yens, des Yens contre des Euros et des Euros contre des Dinars. Ceci représente une partie des échanges effectués sur un marché appelé marché des changes.

Parler du marché de change, c'est penser particulièrement aux taux de change, aux régimes de change et au risque de change. La variation du cours de la monnaie est considérée comme un instrument de la politique économique auquel la banque centrale fait, souvent, recours pour corriger les déséquilibres des opérations effectuées avec le reste du monde¹.

À ce titre, on stipule aussi que le change recouvre les opérations d'achat et de vente des monnaies associées aux différents espaces monétaires. Cet échange de monnaies ou de devises se fait à un prix appelé taux de change.

Ce premier chapitre sera divisé en trois sections orientées essentiellement vers la compréhension de la notion du taux de change ainsi celle de la dévaluation de la monnaie en Algérie.

Section01 : le taux de change et le régime de change

L'objectif de cette section est d'expliquer les différents types des taux de change, le régime de change et ces déterminants.

1.1. Définition de marché des changes

Le marché des changes est « le lieu de confrontation des offres et des demandes ; achats et ventes de devises² ». Appelé également le FOREX où FX pour la contraction des termes anglais FOReign Exchange.

Comme tout marché, il a aussi pour fonction de déterminer les prix d'échanges, c'est-à-dire le taux de change entre chaque couple de devises³. On parle aussi de parité ou taux de conversion entre deux monnaies.

¹ BOUSSELMIS « impact de la dévaluation sur les échanges extérieurs », rapport de recherche en vue de l'obtention du grade de maître des sciences, université de Montréal, 2002, p.1.

² Patrice Fontaine, « Marché des changes au comptant et à terme », 2^{ème} édition, Pearson, avril 2011, p.1.

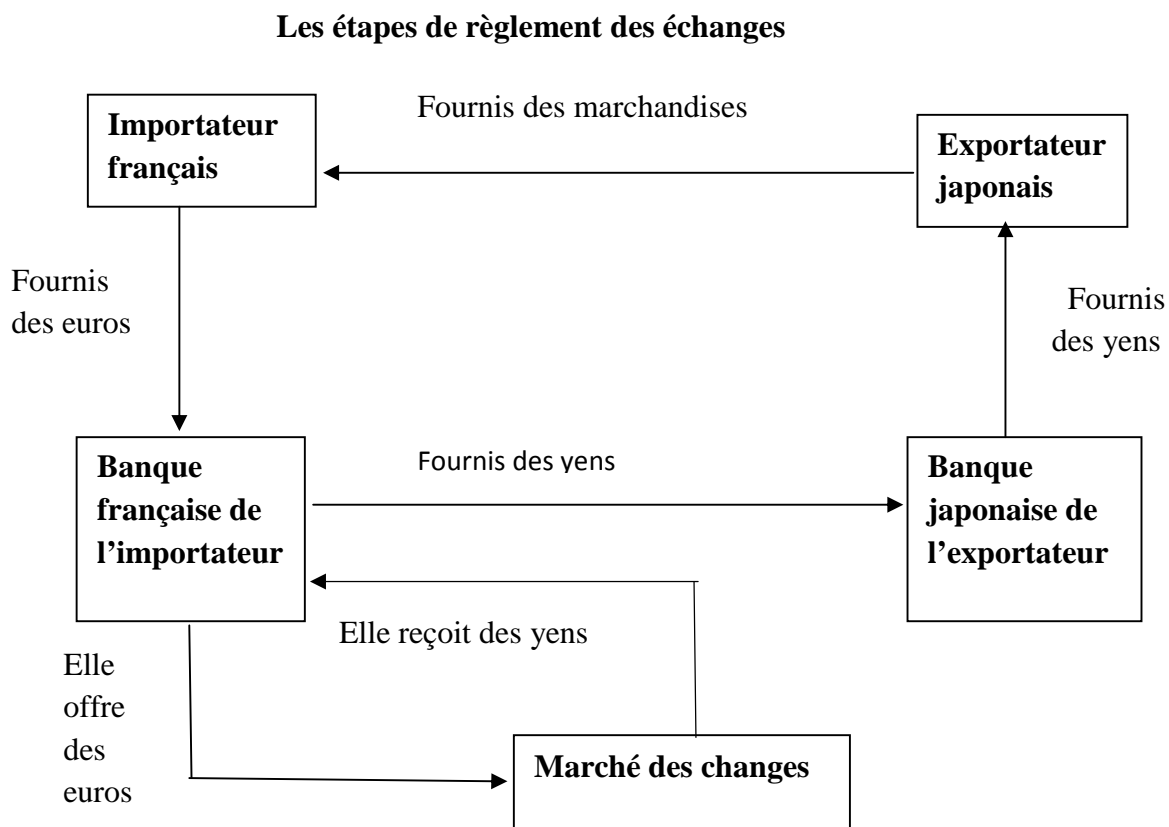
³ Jean-Pierre Allégret, « Monnaies, finance et mondialisation », 3^{ème} édition, Vuibert, février 2008, p85.

Pour mieux comprendre la conversion des monnaies nationales en devises étrangères dans un marché de change, nous présenterons l'exemple suivant :

Un importateur français doit régler l'exportateur japonais en yens. Il doit donc convertir ses euros contre des yens pour payer l'exportateur japonais.

Le schéma suivant explique l'opération de conversion :

Schéma N° 01 : Les étapes de règlement des échanges



Source : J.Y. Capulet O.GARNIER

Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, éd. Hâtier, 2013, p 117.

1.2. Les différents types des taux de change

De manière générale, le taux de change est le prix relatif d'une devise exprimé dans une autre devise. Nous distinguons trois types du taux de change :

1.2.1. Le taux de change bilatéral

1.2.1.1. Le taux de change bilatéral nominal (TCN)

Le taux de change nominal est le prix relatif des monnaies de deux pays ; le prix de la monnaie nationale par rapport à la monnaie étrangère et le prix de la monnaie étrangère

par rapport à la monnaie nationale⁴. Si nous voulons faire la comparaison des prix des biens produits sur le marché intérieur aux prix des biens produits à l'étranger, nous utilisons des taux de change nominaux pour obtenir une devise commune⁵.

1.2.1.2. Le taux de change bilatéral réel (TCR)

Le taux de change réel est le prix relatif des biens entre deux pays. Il se calcule à partir du taux de change nominal et des niveaux des prix dans chacun des pays concernés.⁶

On constate alors que le taux de change réel nous informe sur le service le moins cher entre deux pays. Il peut s'écrire comme suite :

$$\text{TCR} = S./P$$

Avec :

S le taux de change nominal

P : le niveau des prix intérieur

1.2.2. Le taux de change effectif (TCE)

Le taux de change effectif est une moyenne des taux de change bilatéraux de cette monnaie pondérés par des parts de chacun dans les échanges du pays considéré.

1.2.2.1. Le taux de change effectif nominal (TCEN)

Le TCEN se définit comme la moyenne pondérée des taux de change bilatéraux d'une monnaie vis-à-vis de celles des principaux partenaires commerciaux et concurrents. Il s'agit d'un indice qui permet d'apprécier l'évolution de la monnaie d'un pays donné par rapport à l'ensemble des monnaies de ses partenaires à l'étranger.⁷

1.2.2.2. le taux de change effectif réel (TCER)

Le TCER généralise les deux taux, taux de change réel et taux de change effectif nominal, il donne la valeur réelle de la monnaie nationale par rapport aux autres monnaies étrangères, aussi il mesure la compétitivité prix moyenne, il est calculé comme suite :

⁴ Olivier Blanchard Burda & Daniel Cohen, « Macroéconomie », Pearson Education, Mars 2010, p. 339.

⁵ Michael Burda & Charles Wyplosz, « Macroéconomie, une perspective européenne », De Buech, 3^{éd}, Paris, 1998, p.157.

⁶ MANSOURI.M, « système et pratique bancaire en Algérie », édition Houma, Alger, 2006, p 178.

⁷ HIDANE.A. « calcul du taux de change effectif nominal et réel du dirham », Marco, 2003, p 06.

$$TCER = TCEN * [IPP/IPN]$$

Avec :

IPP : Indice des prix du pays partenaire

IPN : Indice des prix du pays national

1.2.3. le taux de change au comptant et le taux de change à terme

1.2.3.1. Le taux de change au comptant soit un cours « spot » :

Le change est dit au comptant, lorsque la transaction d'achat ou de devise en contrepartie d'une monnaie nationale se fait à un prix déterminé appelé cours comptant. C'est à dire le prix pour une transaction immédiate ; un jour ou deux ou maximum pour les grosses transactions⁸.

1.2.3.2. Le taux de change à terme soit un cours « forward » :

Le change est dit à terme lorsque la transaction d'achat ou de vente se fait à un prix appelé cours à terme, c'est pour les opérations de change à échéance future, c'est-à-dire le prix pour une transaction qui interviendra à un certain moment à l'avenir 30,90 ou 180 jours, son but est de gérer le risque de change en fixant le prix auquel la devise va être payée⁹.

1.3. types des régimes de change

Un régime de change est l'ensemble des règles qui déterminent l'intervention des autorités monétaires sur le marché des changes¹⁰. Il existe une très grande variété de régimes de change, qui se distribuent entre deux extrêmes : changes fixes et changes flottants.

1.3.1. Un régime de change fixe « constant »

C'est la parité de référence est la valeur officielle d'une monnaie par rapport à une autre, les autorités monétaires ont l'obligation d'intervenir sur le marché des changes pour défendre la parité de leur monnaie. Lorsque cette parité ne peut plus être maintenue, il faut procéder à une modification du taux de change fixé, par une réévaluation ou dévaluation de la monnaie¹¹.

1.3.1.1. les avantages de régime de change fixe

- ✓ imposent de bénéfiques disciplines en matière monétaire et budgétaire ;
- ✓ Politique anti-inflationniste favorisant la compétitivité prix ;

⁸ KRUGMA. P, OBSTFELD M, «International Economics: Theory and Policy», 7ième ed., Addison Wesley, 2005, p.330.

⁹Idem, p.331.

¹⁰ REVIL.L.A, « les régimes de change », édition la découverte, paris, 1999, p.93.

¹¹L'ABC de l'économie, «Régimes de change : fixes ou flottants ? Finances & Développement », mars 2008, p43.

- ✓ Stabilité des changes favorisant les échanges internationaux ;
- ✓ Coordination internationale des autorités monétaires.

1.3.1.2. Les inconvénients de régime de change fixe

- ✓ Il a la difficulté de pratiquer une politique monétaire autonome ;
- ✓ Risque de prédominance d'une monnaie sur une autre ;
- ✓ Facilité de spéculer contre d'autres monnaies.

1.3.2. Un régime de change flottant « variable »

Dans ce type de régime, il n'existe pas de parité officielle. Le taux de change d'une monnaie varie librement sur le marché des changes, en fonction de l'offre et de la demande pour cette monnaie. Les autorités monétaires n'ont pas l'obligation d'intervenir, dans ce cas on parle d'appréciation ou de dépréciation de la monnaie¹².

1.3.2.1. les avantages de régime de change flottant

- ✓ Autonomie de la politique monétaire.
- ✓ Absence de prédominance d'une monnaie sur une autre.
- ✓ Moins de possibilités de spéculation.
- ✓ Équilibrage de la balance de paiements.

1.3.2.2. Les inconvénients de régime de change flottant

- ✓ Incertitude et risque de change sur les échanges internationaux.
- ✓ Absence de coordination internationale entre les autorités monétaires internationales.
- ✓ Risque de bulles spéculatives.
- ✓ Accentue l'inflation mondiale à cause du relâchement possible des politiques monétaires.

1.4. Les déterminants du taux de change

Pour comprendre mieux les déterminations des taux de change, les économistes se sont efforcés d'élaborer des théories ou des modèles pour tenter d'expliquer comment se détermine le taux de change. Ces théories sont réparties en deux grands éléments, celles qui se basent sur des variables réelles et celles qui se basent sur des variables financières.

¹² Idem, p43.

1.4.1. Les déterminants basés sur les variables réelles

1.4.1.1. La théorie de la parité des pouvoirs d'achat :

Cette théorie repose fondamentalement sur la loi du prix unique¹³, selon laquelle le prix d'un bien échangeable doit être le même partout, une fois converti dans une monnaie commune.

La théorie de la parité de pouvoir d'achat considère alors que le taux de change entre deux monnaies doit être égal au rapport des niveaux de prix dans les deux pays. Déjà exprimée par David Ricardo, puis développée par Gustav Cassel au début du XX^e siècle¹⁴, cette théorie comporte deux versions :

✓ Une version dite absolue, qui est réputée comme étant une généralisation de la loi du prix unique à un panier de biens. Le coût du même panier de bien exprimé en monnaie commune doit avoir un pouvoir d'achat identique dans le pays d'origine et à l'étranger. Le taux de change entre les deux monnaies est égal au rapport du niveau général des prix dans les deux pays. C'est-à-dire :

$$E_t^{abs} = P^* / P$$

Avec :

E_t^{abs} : le taux de change nominal de PPA absolue.

P^* : le niveau des prix du pays d'origine

P : le niveau des prix du pays étranger

La forme absolue de la PPA s'applique en absence de tous les obstacles à l'échange et à des coûts de transport et de transactions.

✓ Une version relative, déduite de la version absolue, elle démontre que la variation de taux de change est expliquée par la variation relative entre les prix d'origine et les prix étrangers. C'est-à-dire :

$$E_t^{rel} = E_t^{abs} * (\text{indice } P^* / \text{indice } P)$$

Avec :

E_t^{rel} : le taux de change relatif.

E_t^{abs} : le taux de change absolu.

¹³BOUCHETA.Y, « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien », mémoire de Magister, Université de Tlemcen, 2014, p.65.

¹⁴ ADOUKA.L, « Modélisation du taux de change du dinar algérien », université TLEMEN 2010, pp.61.

P^* et P : les niveaux des prix domestiques et étrangers.

L'idée de cette version est que la variation du change est déterminée par le différentiel entre le taux d'inflation interne et le taux d'inflation à l'étranger, une inflation nationale supérieure à l'inflation étrangère doit déprécier le taux de change national et vice versa¹⁵.

1.4.1.2. La théorie de la balance des paiements

Selon cette théorie, un déficit ou un excédent du solde de la balance commerciale ou du compte des transactions courantes se traduit par une dépréciation ou une appréciation de la monnaie nationale, ainsi un déséquilibre sur la demande et l'offre de devise étrangères.

Le déficit de la balance des paiements accroît la demande pour la devise étrangère, ce qui provoquera une dépréciation de la monnaie nationale et vice versa¹⁶.

Le solde financier positif conduit à une appréciation du taux de change et un solde négatif conduit à une dépréciation.

1.4.2. Les déterminants basés sur les variables financières

1.4.2.1. la théorie de la parité de taux d'intérêt

Le taux de change répond au principe de la parité des taux d'intérêt. Cette théorie met en relation le taux de change entre deux monnaies avec le différentiel des taux d'intérêt sur les deux monnaies, et la prévision sur le taux de change futur.

La théorie de la parité de taux d'intérêt permet de réaliser l'équilibre sur le marché des changes en permettant à tous les dépôts bancaires dans les différentes devises d'offrir le même taux de rentabilité anticipée, donc la parité des taux d'intérêt doit être satisfaite¹⁷.

Selon cette théorie on peut distinguer deux sortes de parités de taux d'intérêt :

✓ La théorie de parité couverte, met en relation le taux à terme et le taux au comptant tout en se basant sur le taux d'intérêt. À ce fait un investissement sur une devise est parfaitement couvert contre le risque de change qui devrait rapporter autant qu'un investissement sur la monnaie domestique. À partir du moment où un investissement sur une monnaie étrangère aura exactement les mêmes caractéristiques de risque que celui sur la monnaie domestique, le rendement sera le même ;

✓ La théorie de parité non couverte, les opérateurs cherchent à réaliser des gains, mais sans recours au marché de change à terme pour se couvrir contre les risques de change. Le

¹⁵ Jean Marc Siroen, « finance internationale », édition Armand colin, paris 1993, p.92.

¹⁶ Fontaine, P.GRESSE Carole « gestion des risques internationaux », édition Dalloz, paris2003, p.128.

¹⁷ Krugman.P & Obstfeld, op.cit, p.356.

rendement sur l'investissement en monnaie nationale est certain alors que celui en devise étrangère est incertain¹⁸.

1.4.2.2. modèle de choix du portefeuille

Ce modèle indique que le taux de change réel est déterminé par l'offre et la demande d'actifs sur le marché financier, c'est le prix relatif de tous les actifs. Il considère que les agents détiennent une gamme importante d'actifs. Le taux de change est le prix auquel les agents acceptent de détenir l'ensemble des actifs¹⁹.

1.4.2.3. modèle monétariste des taux de change

Dans ce modèle le taux de change est le prix relatif de deux monnaies, il met en relation l'impact de l'augmentation ou de la diminution de la masse monétaire sur le taux de change de la monnaie²⁰. il repose sur deux prix : flexibles et rigides.

✓ Le modèle à prix flexibles indique que la demande locale de monnaie par rapport à la demande étrangère engendre une augmentation de la base de monnaie en circulation, ce qui entraîne la dégradation de la valeur de la monnaie locale par rapport à la monnaie étrangère ;

✓ Le modèle à prix rigides indique une baisse de l'offre réelle de la monnaie. Cette baisse engendre une hausse des taux d'intérêt ce qui stimule l'entrée de capitaux et une appréciation du taux de change réel.

Section 2 : la dévaluation de la monnaie en Algérie

Dévaluer une monnaie consiste à réduire sa valeur pour rapprocher le taux de change de son niveau d'équilibre ainsi d'améliorer la position extérieure d'un pays et de donner un souffle à son économie nationale. C'est d'ailleurs le cas de l'Algérie qui a eu recours à la dévaluation du dinar afin de redresser sa position économique.

L'objectif de cette section est d'expliquer la dévaluation en Algérie en présentant son historique, ces causes et objectifs, ainsi que les conditions réglementaires de la cotation du dinar et sa convertibilité.

Avant d'entamer le fond de cette section, il est nécessaire de définir d'abord la notion et les formes de la dévaluation.

¹⁸ Guilocheu.B & Kawechi.A « économie internationale, commerce et macroéconomie », 4^{ème} édition DUNOD, paris, 2003, p.288.

¹⁹ ARTUS.P « économie des taux de change », Economica, paris, 1997.

²⁰ RENNANE.R « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance de paiement », mémoire de Magistère, université d'Oran, 2013, p.48.

2.1. Définition et formes de la dévaluation

2.1.1 : Définition de la dévaluation

La dévaluation signifie « la perte de valeur d'une monnaie par rapport à d'autres monnaies dans un système de change fixe »²¹. L'initiative de cette diminution de valeur est prise par les autorités publiques dans l'objectif, est le plus souvent, d'améliorer la balance commerciale²².

En d'autre terme la dévaluation est un acte de la politique économique qui consiste à abaisser le taux de change d'une monnaie nationale par rapport à une monnaie de référence dans un cadre de change fixe. Son contraire est une réévaluation.

Cependant, lorsque la demande sur la monnaie étrangère est supérieure à la demande locale, les réserves de change ont tendance à baisser. La banque centrale dévalue alors sa monnaie pour freiner cette demande excessive c.-à-d. rendre la monnaie étrangère chère. Il est donc plus coûteux d'acheter à l'étranger tandis que les étrangers trouvent le territoire nationale meilleur marché.

La dévaluation se différencie du phénomène de la dépréciation qui consiste à sanctionner une situation économique sans intervention officielle des autorités monétaires. La parité de la monnaie se détermine donc par le mécanisme de l'offre et de la demande.

2.1.2 : Les formes de la dévaluation

La dévaluation de la monnaie peut se présenter par différentes formes²³ :

2.1.2.1. La dévaluation ouverte ou explicite

Étant la plus courante, elle se décide officiellement et se porte devant l'opinion publique. Elle consiste à diminuer la parité de la monnaie par rapport aux autres devises.

2.1.2.2. La dévaluation implicite ou camouflée

Elle résulte de l'augmentation des taxes à l'importation. Ce type de dévaluation n'est pas décidé officiellement et n'est pas porté devant l'opinion publique c.-à-d. le changement de parité n'est pas officiel.

2.1.2.3. La dévaluation offensive

En favorisant les exportations, la dévaluation offensive permet la conquête de marchés étrangers, non pas répondre à un déséquilibre monétaire.

²¹ IDIRI.F&BELAZOUZ.S « impact de la dévaluation de la monnaie sur les exportations en Algérie », mémoire de Master, université de Bejaia, 2014, p. 19.

²²Idem, p. 19.

²³ BOUSSELMIS « impact de la dévaluation sur les échanges extérieurs », rapport de recherche en vue de l'obtention du grade de maitre des sciences, université de Montréal, 2002, p. 16.

2.1.2.4. La dévaluation défensive

La dévaluation défensive est nécessaire pour défendre les intérêts nationaux dans le cas où un risque permanent s'établit. Elle fait alors équilibrer les prix internationaux afin de retrouver un nouvel équilibre monétaire.

2.2. Historique de la dévaluation du dinar en Algérie

Comme tous pays en voie de développement touchés par la crise d'endettement des années 1980, l'Algérie a signé plusieurs accords avec le FMI, en vue de l'application d'un programme appelé « programme ajustement structurel (PAS) ». Dans l'objectif de rééchelonner une partie de sa dette extérieure, ce programme s'est fondé sur plusieurs mesures, à savoir ; la convertibilité totale de la monnaie nationale, la dévaluation du dinar algérien comme mesure de régulation afin de créer la compétitivité extérieure des biens ainsi l'encouragement des exportations et la limitation des importations²⁴.

2.2.1. Accord stand-by en 31 mai 1989

Suite à la crise d'endettement en 1978 suivi par le contre-choc pétrolier de 1986, l'économie algérienne, dans le but de se procurer de la liquidité, s'est retrouvée obligée de se tourner vers le fonds monétaire international (FMI) dont le passage était obligatoire pour tous les débiteurs en difficultés.

La baisse spectaculaire du prix international du pétrole à partir de mars 1986 s'est traduite par une diminution brutale des recettes extérieures qui sont passées de 13 milliards de dollars en 1985²⁵ à 7 milliards de dollars en 1986²⁶.

Cette démarche se solde par la signature d'un premier accord de confirmation en 31 mai 1989, qui introduit des changements fondamentaux dans notre économie. Sa conditionnalité concernant la politique monétaire est appelée à être plus dure ; la suppression du déficit budgétaire, la poursuite de la dépréciation du cours du dinar et la flexibilité des prix.

2.2.2. Accord stand-by en 3 juin 1991

La conditionnalité du FMI s'améliore et se durcit. Un deuxième accord stand-by en 3 juin 1991, d'une durée de dix mois, stipule que les autorités ont pris des mesures dans le sens d'une libéralisation progressive du commerce extérieur et des changes. Ces mesures ont concerné, principalement la décision de laisser glisser le dinar, et de reconnaître le

²⁴RENNANE.R « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance de paiement », université d'Oran, 2013, p.135.

²⁵BENISSAD.H, « Le plan d'ajustement structurel », Algérie, septembre 1996, p.109.

²⁶Idem, p. 109.

marché informel, à travers l'autorisation des importations sans paiements. Alors, une dévaluation directe intervient à la fin de septembre 1991, pour mettre fin aux anticipations inflationnistes induites par le glissement du dinar. Elle porte la valeur moyenne du dollar à 9 DA, en 1990²⁷ et à 18,5 DA, en 1991²⁸.

Suite à ça, les recettes budgétaires ont globalement augmenté de 43 %²⁹ entre 1988 et 1991, grâce au renforcement des cours du pétrole, durant la crise du Golfe et au glissement du dinar dès 1988. Sa dévaluation est intervenue en septembre 1991.

L'insuffisance de l'apport de capitaux étrangers et la baisse des prix du pétrole ont induit à une cessation de paiement de l'Algérie. À la fin de 1993, ces causes ont poussé à la négociation d'un troisième accord stand-by avec le FMI en mai 1994 qui a duré un an. Durant la même année, le dinar a procédé à deux dévaluations successives ; la première était de 7.3%³⁰ en mars et la seconde en avril avec un taux de 40.17%³¹.

2.2.3. L'accord stand-by en mai 1994

La cessation de paiement renforce l'idée de la dévaluation imminente proposée par le Fonds Monétaire International et l'acceptation du Programme d'Ajustement structurel qui a été établi pour l'objectif d'assurer un certain équilibre macro-économique.

La dévaluation apparaît, à ce moment, comme le seul et ultime moyen de rétablir la confiance dans l'économie algérienne. La dégradation de la valeur de la monnaie nationale a donc caractérisé la période d'application des programmes du FMI. Cette opération a pour objet normal de manipuler dictatorialement le cours du change pour égaliser le prix des biens nationaux avec celui des biens étrangers.

À partir de 1994, parallèlement à la quasi-disparition de la pénurie des moyens d'importation libre, l'état des paiements extérieurs s'améliore nettement après les opérations de rééchelonnement.

Ce troisième accord comporte des dispositions majeures :

✓ Au niveau des prix, le principe de la déréglementation généralisée est retenu ; les importations enregistrent de fortes hausses à cause de la dépréciation du cours du dinar ;

²⁷ BOUCHETA.Y, « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien », thèse de doctorat, université ABOU-BAKR BELKAÏD TLEMEN, 2014, p.101.

²⁸ HADJAR.A, « l'entreprise et la relance économique », mémoire de magistère, université d'Oran, 2011, p.31.

²⁹ BOUCHETA.Y, « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien », thèse de doctorat, université ABOU-BAKR BELKAÏD TLEMEN, 2014, p.97.

³⁰ ZEMOURI.M, « La portée du succès du post-ajustement dans le cas de l'Algérie », Revue des Sciences Économiques et de Gestion N°02, Université de Batna, 2003, p.45.

³¹ HAMAMDA.M, « Crise et transition à l'économie de marché en Algérie », revue sciences humaines N°21, Université Mentouri Constantine, juin 2004, p.78.

✓ L'amélioration de la balance commerciale qui résulte d'une réduction des importations qui se sont enchéries et augmentation des exportations, dont celle hors hydrocarbures, en particulier ;

✓ La baisse de la valeur externe du dinar : la monnaie nationale subit une dévaluation de 50%³² avant de reprendre son glissement. De plus les autorités algériennes ont abandonné leur gestion administrative du taux de change et ont établi une vente périodique de devises aux enchères.

L'Algérie accède à un nouvel appui du FMI, par le biais d'une facilité élargie à moyen terme, de trois ans en mai 1995.

2.2.4. La facilité de financement élargie (FFE) en mai 1995

Cet accord combiné à de nouvelles opérations de rééchelonnement prévoit la poursuite des actions de stabilisation et la prise en charge des problèmes structurels du système productif. Il s'est étendu du 22 mai 1995 jusqu'à 21 avril 1998³³.

La FFE se présente comme une ouverture pour l'amélioration des conditions de l'offre et de la compétitivité de l'économie algérienne, la continuité pour la politique monétaire, la libération des prix et le financement de la balance des paiements, l'approfondissement pour la libération du commerce extérieur et des échanges ainsi la réforme du système bancaire et financier.

2.2.5. La dévaluation du dinar dans le régime de change administré

Depuis fin 1995, en matière du taux de change, la stabilité alterne avec la dépréciation et la fixation du cours du dinar, qui est en principe, laisser au marché des changes³⁴.

La valeur du dinar se fait fixer par la Banque d'Algérie, par un mécanisme de flottement dirigé et non librement par les marchés. Cela dénote donc d'une volonté manifeste de déprécier la monnaie nationale, malgré les dénégations des autorités compétentes. La Banque centrale affirme qu'il s'agit d'établir le niveau du dinar à sa juste valeur, alignée sur les fondamentaux de l'économie.

³² BENDIABDELLAH.A & BENSİKADDOUR.K, « La compétence : dimension humaine de la qualité totale », mémoire de magister, université de Mostaganam, 2008, p.39.

³³ FMI : Communiqué du FMI sur l'Algérie, Washington, 22 mai 1995.

³⁴ Benissad.B, « Le plan d'ajustement structurel », l'expérience du Maghreb, Ed OPU, Alger, 1999, p.112.

2.2. Les causes de la dévaluation en Algérie

Pour le cas de l'Algérie, beaucoup de causes ont fait l'objet d'une dévaluation du dinar, parmi lesquelles on peut citer³⁵ :

La baisse du dinar est due essentiellement à la chute du prix des hydrocarbures³⁶ qui est le déterminant le plus important dans l'établissement de la valeur de la monnaie nationale. Cette baisse a entraîné une perte de nos revenus en devises, ce qui a incité l'État algérien à dévaluer le dinar pour avoir une plus grande quantité afin d'alimenter le budget de l'État.

L'écart entre les importations et les exportations. En effet, lorsque les importations sont supérieures aux exportations, la balance commerciale se retrouve en déséquilibre. Pour corriger ce déséquilibre, les autorités monétaires interviennent par la politique de change en dévaluant la monnaie nationale pour rendre les prix des biens importés plus chers ainsi freiner la demande intérieure des biens étrangers.

La dévaluation de la monnaie est motivée par les entrées et les sorties de devises. La demande excessive de devises qui provient des citoyens tels que les touristes, les malades qui se soignent à l'étranger, les étudiants à l'étranger et les pèlerins de hadj, incite la banque centrale à dévaluer sa monnaie pour rendre la devise chère ainsi diminuer cette demande et protéger ses réserves de changes.

La diminution de l'offre suite à la crise mondiale combinée avec le décès de nombreux retraités algériens. Cette baisse de l'offre de devises a été équilibrée par les fortunes acquises régulièrement ou irrégulièrement par la communauté algérienne localement et à l'étranger qui font transiter irrégulièrement ou régulièrement des devises en Algérie.

Utilisation du marché parallèle pour le transfert des devises renforce encore plus la dévaluation. En effet, la banque centrale essaye de rapprocher le taux officiel du dinar de celui offert sur le marché noir afin d'absorber les devises détenues par les Algériens.

2.3. Le cadre réglementaire déterminant de la convertibilité du dinar

Une monnaie est dite convertible lorsqu'elle est employée librement dans les transactions internationales. Or, la convertibilité du dinar algérien est autorisée uniquement

³⁵ Pierre-Hubert breton et Armand-dents Schoor, « la dévaluation », Edition BOUCHENE, Alger, 1993, p.38.

³⁶ Banque d'Algérie, « tendances financières et monétaires au premier trimestre de 2015, sous l'effet du choc externe », juin 2015, p.4. In site : <http://www.bank-of-algeria.dz/pdf/nc48.pdf>

pour les transactions courantes telles que les exportations et les importations de biens et services. On parle alors d'une convertibilité partielle du dinar³⁷.

La libéralisation du commerce extérieur et des paiements engagés en Algérie au début des années 1990 a mis en avant le processus de convertibilité du dinar pour les transactions extérieures courantes. Cependant, les autorités algériennes ont annoncé dès le moins avril 1991, qu'il était désormais possible pour tout agent public ou privé, résident ou non résident, d'avoir droit au change, au taux officiel auprès de la banque d'Algérie ou autre agent chargé d'appliquer la réglementation du change. Le dinar devient donc convertible aux titres des opérations des transactions commerciales qui concernent la réglementation des mouvements de fonds entre l'Algérie et étranger³⁸.

L'adoption de la convertibilité courante du dinar a été donc envisagée pour la première fois, en relation avec l'accord de confirmation signé en avril 1991 avec le FMI, mais ça véritablement mise en œuvre a été en 1994, après que la libéralisation des paiements aux titres des importations est devenue possible. Cette convertibilité commerciale a été renforcée par la mise en place en octobre 1994, du fixing pour la détermination du taux de change en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes.

En juin 1995, une seconde étape dans le processus de la convertibilité courante du dinar a été établie. La convertibilité de la monnaie nationale est rendue possible pour des dépenses dites ; transactions courantes invisibles. Ces transactions peuvent être expliquées par les dépenses liées aux soins et aux études à l'étranger comme l'indiquent les instructions n°46-95 et 47-95 du 14 juin 1995³⁹.

Afin de compléter le processus de la convertibilité du dinar, la Banque d'Algérie a édicté une autre instruction le 28 août 1997 autorisant des dépenses pour le voyage des nationaux à l'étranger. Cette opération est effective depuis le 15 septembre 1997 au niveau des guichets des banques et établissements financiers intermédiaires agréés, dans la limite d'un montant annuel⁴⁰.

³⁷ KOUDACHE.L « les politiques de change et leurs effets sur l'économie : cas de l'Algérie », Université Mouloud MAMMERI de TIZI-OUZOU, 2012, p.28.

³⁸ The World Bank, «democratic and popular republic of Algeria: exchange and trade reform», April, 1991, p1.

³⁹ République Algérienne, Instruction n°46-95 du 14 Juin 1995, instituant un droit au change au profit des nationaux résident poursuivant une scolarité à l'étranger et instruction n°47-95 du 14 Juin 1995 instituant un droit au change au profit des nationaux devant subir des soins à l'étranger, Journal Officiel.

⁴⁰ Instruction n°08-97 du 28 Août 1997 relative au droit de change pour voyage à l'étranger, Journal Officiel.

Sous réserve de la législation et de la réglementation relatives aux conditions de recrutement et d'emploi des étrangers en Algérie, la convertibilité de la monnaie nationale s'enchaîne avec l'instruction n°02-98 du 21 mai 1998 qui stipule que les travailleurs étrangers recrutés par les administrations et les agents économiques de droit algérien sont autorisés à transférer une partie de leur salaire.

Les autorités règlementaires ont procédé à plusieurs modifications au fil du temps, mais la convertibilité totale du dinar reste irréalisable. Cependant, l'instruction 03-97 du 16 avril 1997, régissant l'activité des bureaux de change, qui définit le change manuel comme "toute opération d'achat et/ou de vente de billets de banque et/ou de chèques de voyage libellés en monnaies étrangères librement convertibles contre de la monnaie nationale⁴¹ a été modifié et complété en 2007 puis encore d'autres fois après cette date.

L'exercice de ces bureaux en Algérie est ré-autorisé en 2016 selon le journal officiel N°17, une activité qui n'a cependant pas incité les personnes morales et physiques à s'y impliquer, vu que la réglementation actuelle n'ouvre le droit à l'achat ou la vente de devises qu'aux personnes non résidentes en Algérie ainsi que la faiblesse de l'offre des devises et la faible rémunération de ces bureaux.

Pour conclure, on peut dire que la convertibilité courante du dinar est établie dans le but d'améliorer et de protéger la balance des paiements ainsi de stabiliser le cours du dinar sur le marché interbancaire des changes.

Par ailleurs, la réglementation édictée par la Banque d'Algérie semble cerner cette convertibilité et limiter pour quelques opérations import et export. Pour les autres opérations de services, la Banque d'Algérie indique qu'il faut se référer aux textes spécifiques qui concernent l'opération et s'il n'y en a pas, la banque indique qu'il faut une autorisation préalable pour l'octroi des devises.

Conclusion

La notion du taux de change représente un phénomène très impressionnant à l'étude. Cependant, dans le cadre d'expliquer sa détermination et son évolution en Algérie, il était nécessaire de parler des régimes, des leurs étapes historiques et de leurs objectifs. Nous avons montré à travers ce premier chapitre que dans le change fixe, les autorités monétaires ont l'obligation d'intervenir sur le marché de change afin de fixer la valeur de

⁴¹Instruction 03-97 du 16 avril 1997, régissant l'activité des bureaux de change. Disponible sur : <http://www.bank-of-algeria.dz/html/legist13.htm>

leur monnaie nationale ; on parle alors de dévaluation ou de surévaluation. À l'inverse, dans le change flottant, on parle d'appréciation ou de dépréciation où le cours d'une monnaie est déterminé en fonction du marché.

À ce propos, l'Algérie combine ces deux types de régimes pour parvenir à un troisième appelé « flottement dirigé » dans lequel l'intervention des autorités réglementaire s'impose pour réguler le dinar.

Chapitre II : La dévaluation du dinar et son impact sur les échanges extérieurs

Introduction

Il est facile de nos jours, de constater que plusieurs pays en voie de développement optent de plus en plus, pour l'ouverture de leurs frontières. Compte tenu de leurs déséquilibres structurels et souvent durables, les pays en voie de développement comme l'Algérie voient leurs balances commerciales affichées des déficits traduisant le fait que leurs exportations sont insuffisantes à couvrir les importations effectuées.

Par ailleurs, on stipule aussi que, bien souvent, la dévaluation est présentée comme la méthode la plus simple et efficace pour relancer l'économie d'un pays. Elle est opérée lorsque la balance courante des paiements est en déficit fondamental ou lorsqu'elle enregistre de grandes difficultés.

En effet, ce deuxième chapitre sera divisé en deux sections, la première est consacrée à la structure des échanges extérieurs en Algérie et la seconde sera dédiée aux effets attendus de la dévaluation de la monnaie sur les échanges extérieurs.

Section 01 : La structure des échanges extérieurs en Algérie

L'Algérie est un vaste pays, riche à la fois par son sous-sol qui renferme une diversité de matières premières ainsi que par sa situation géographique liant à la fois l'Europe développée à l'Afrique, sous-développée, ainsi que les pays constitutifs de l'UMA (Union du Maghreb Arabe).

Malgré tous ces avantages géoéconomiques, l'Algérie demeure un pays mono-exportateur ; cette situation fait que la structure et la santé de l'économie algérienne sont tributaires du prix mondial du pétrole, en d'autres termes, toute la sphère de l'économie algérienne est soumise à l'aléa des marchés pétroliers et gaziers⁴².

Cependant, à travers cette section, on essaiera de démontrer tout d'abord les étapes historiques de la politique de change en Algérie, ensuite en va parler du marché de change, l'évolution de taux de change et des échanges extérieurs de l'Algérie.

⁴² M. Khaled CHEBBAH, « Evolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 », Revue Campus N°7, 2005, p.35.

1.1. Les étapes historiques de la politique de change en Algérie

Le régime de change est une politique à laquelle la plupart des pays font recours afin de déterminer le taux de change de leur monnaie.

Avant d'en arriver à la politique de change actuel, l'Algérie est passée par plusieurs phases.

1.1.1. La phase allant de 1962 à 1971

À la sortie de la guerre, en 1962, l'Algérie était rattachée au franc français comme l'indiquait le paragraphe 3.1, section B de la coopération entre l'Algérie et la France lors des accords d'Evian : « L'Algérie fera partie de la zone franche. Elle aura sa propre monnaie et ses propres avoirs en devises. Il y aura entre la France et l'Algérie liberté des transferts dans les conditions compatibles avec le développement économique et social de l'Algérie »⁴³. De ce fait les capitaux en Algérie étaient libres et transférables vers la zone franche.

Suite à cet accord, la balance des paiements enregistrait une importante sortie de capitaux provoquant ainsi un déséquilibre financier. L'autorité monétaire, dans le but de protéger son économie, établit en 1963 un contrôle de change édicté par le décret du 09 mars 1963 et complété ensuite par celui du 12 décembre 1963⁴⁴.

En quête de sa souveraineté monétaire, l'Algérie décide de se libérer de la zone euro, et retrouve le droit d'émettre sa propre monnaie. À la fin de cette même année, la Banque d'Algérie qui a été en exercice durant l'époque coloniale a été remplacée par la Banque Centrale d'Algérie par la loi n° 62-144 du 13/12/62⁴⁵.

En avril 1964, l'unité monétaire nationale « dinar algérien (DA) » fût créée. Sa valeur a été fixé à 180 mg d'or fin et une parité de 1DA pour 1NF⁴⁶ et 4.94DA pour 1dollar américain⁴⁷.

Durant cette période, l'Algérie a adopté un régime de change fixe, puisque la parité du Dinar a conservé celle du nouveau Franc français, c'est-à-dire 4.9371 nF/USD⁴⁸.

⁴³ ILMANE.M.CH, « les trois phases de développement du système bancaire et monétaire Algérien », 2012, p. 07. Disponible sur le site : http://www.cread.edu.dz/cinquante-ans/communication_2012/ilmane.pdf.

⁴⁴ RENNAN.R, « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance de paiements en Algérie », mémoire de Magistère, université d'Oran, 2013, p.119.

⁴⁵ BOUCHETA.Y, op.cit., p.73.

⁴⁶ NF : nouveau franc français.

⁴⁷ Rapport du FMI N° 05/52, Mai 2006.

Chapitre II : La dévaluation du dinar et son impact sur les échanges extérieurs.

Le tableau suivant représente l'évolution de la cotation du DA/USD pour la période 1958-1970 :

Tableau N° 01 : La parité dA/USD (1958-1970)

Année	1958	1960	1962	1964	1966	1968	1970
nF/USD	4.2563	4.9371	4.9371	4.9371	4.9371	4.9371	4.9371
dA/USD							

Source : « Statistiques financières internationales », rapport du FMI N°05 /52, mai 2006.

1.1.2. la phase allant de 1971 à 1986

Cette période s'est caractérisée d'abord par la nationalisation du secteur des hydrocarbures qui couvrait l'intégralité des exportations en Algérie. Ensuite, l'effondrement du système de Bretton Woods. Enfin, le choc pétrolier de 1986.

En 1971, l'Algérie décide, pour des raisons politiques, de rattacher la valeur de sa monnaie à un panier de monnaies choisi en fonction de ses principaux partenaires commerciaux. La valeur du dinar s'est déterminée administrativement en fonction des variations des devises composant le panier. Le cours de chaque devise est affecté d'un coefficient de pondération basé sur l'importance des échanges extérieurs exprimés dans cette même devise⁴⁹.

Le panier de monnaies choisi par les autorités monétaires comportait ; le Dollar américain USD, le Schilling Autrichien SA, le Franc français FRF, le Franc belge BEF, la Couronne danoise DKK, la Couronne suédoise SEK, la Couronne norvégienne, le Deutsche Mark DEM, la Livre Italien ITL, le Florin des Pays-Bas NLG, la Livre sterling GBP, la Peseta espagnole SPP, le Franc suisse CHF et le Dollar canadien CAD⁵⁰.

Tableau N°02 : la composition du panier de référence du Dinar algérien

Les devises	Le coefficient de pondération %
Dollar américain	40.15
Franc français	29.2

⁴⁸ Idem.

⁴⁹ BOUCHETA.Y, « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien », Université de Tlemcen, 2014, p.73.

⁵⁰ RENNAN.R, « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance de paiements en Algérie », 2013, p.119.

Deutsche Mark	11.5
la Livre italienne	4
Livre sterling	3.85
Franc belge	2.5
Franc suisse	2.25
Peseta espagnole	2
Florin des Pays-Bas	1.5
Dollar canadien	0.75
Couonne danoise	0.2
la Couonne norvégienne	0.1
Schilling Autrichien	0.5
Couonne suédoise	1.5

Source : ADOUKA.L., « modélisation du taux de change du dinar algérien à l'aide des modèles ECM », thèse de doctorat, université de Tlemcen, 2011, p.143.

À partir du tableau précédent, on peut voir que le dollar dispose du plus grand coefficient de pondération. Cela se traduit par le fait que 95%⁵¹ des recettes de l'Algérie provenaient des hydrocarbures et elles étaient libellées en dollar.

La période qui a suivi la nationalisation du secteur des hydrocarbures est marquée par le monopole total de l'État sur l'économie. Toutes les opérations de production et de commercialisation sont confiées aux offices de l'État et les modalités d'accès au marché de change ont été fixées par des textes juridiques⁵².

Toutefois, les entreprises publiques et privées ne pouvaient plus bénéficier de la rétrocession des devises générées par leurs activités avec le reste du monde ce qui a amené les Algériens à faire appel au marché de change parallèle.

1.1.3. La phase allant de 1986 à 1994

L'Algérie qui est une économie rentière a été bouleversée par le contre choc pétrolier de 1986.

Dans l'objectif de rompre avec le monopole de l'État sur le commerce extérieur, de réhabiliter les entreprises publiques et privées, de mettre en place les conditions d'un marché de change interbancaire et d'assurer l'autonomie de la Banque Centrale par rapport au Trésor public, les autorités réglementaires ont mis en œuvre de nouvelles réformes à caractère économique et juridique. Parmi ces réformes : la loi sur l'autonomie des

⁵¹ ADOUKA Lakhdar, « modélisation du taux de change du dinar algérien a l'aide des modèles ECM », université de Tlemcen, 2011, p.133.

⁵² Idem, p. 133.

entreprises en 1988, la loi sur la monnaie et le crédit 1990 et la loi sur la concurrence promulguée en janvier 1995.

Suite à la suppression du monopole de l'État sur l'économie et la levée de l'administration des prix, l'Algérie a opté à partir de 1993 pour un nouveau régime de change dit « flottement dirigé ». Le dinar est passé alors de 5,9 DA/\$ en 1988 à 35,05 DA / \$ en 1994⁵³.

Le choix de ce régime a été motivé d'abord par la prudence financière et ensuite parce qu'il reste la solution la moins contraignante pour l'économie algérienne.

1.1.4. La phase allant de 1994 à nos jours

En avril 1994 l'Algérie a signé un accord avec ses créanciers sous l'égide du FMI concernant le rééchelonnement d'une partie de sa dette. Lors de cet accord, le FMI a exigé l'accès au marché officiel des changes à tous les opérateurs économiques ; publics et privés.

L'alourdissement de la dette extérieure de l'Algérie suite à la dégradation des prix du pétrole a conduit la Banque d'Algérie à instaurer le règlement N°08-95 du 23 décembre 1995 visant à mettre en place un marché de changes interbancaire, où le taux de change du Dinar est déterminé par le libre jeu de l'offre et de la demande⁵⁴.

Ce régime de change appelé flottement administré permet aux autorités monétaires algériennes d'intervenir sur le marché interbancaire pour gérer les réserves de changes. La Banque d'Algérie était alors considérée comme offreuse de devises, tandis que les banques commerciales et les établissements financiers étaient des demandeurs.

Après plus d'une décennie de mise en œuvre de la réforme monétaire relative à la monnaie et au crédit institué en avril 1990, la Banque d'Algérie a instauré, en 2003, un nouveau règlement afin d'ajuster la précédente⁵⁵. Ce nouveau règlement stipule que la Banque d'Algérie a pour mission de créer et de maintenir dans les domaines de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables à un développement rapide de l'économie, tout en veillant à la stabilité interne et externe de la monnaie⁵⁶.

⁵³ RENNANE.R, « l'impact des variations du taux de change sur les comptes de la balance de paiement », université d'Oran, 2013, p.122

⁵⁴ Idem, p.126.

⁵⁵ Article 35 de l'ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.

⁵⁶ Idem.

1.2. Le marché de change en Algérie

L'introduction des séances de fixing de la monnaie nationale en octobre 1994 a été poussé par le passage d'un régime de change " fixe " à une flexibilité accrue du taux de change déterminé par adjudication.

Dans ce contexte, La Banque d'Algérie a institué, par Règlement n° 95-08 du 23 décembre 1995 relatif au marché des changes, un marché interbancaire des changes⁵⁷ où le cours du dinar se détermine entre des banques et établissements financiers dont l'objectif était d'assurer une allocation efficiente des ressources en devises.

Toutefois, le monopole de l'État sur le commerce ainsi les restrictions sur le marché de change à partir de 1971 a fait naître un autre marché de change, appelé marché de change parallèle, où les opérations d'achat et de vente de devises s'effectuent sans aucun règlement.

Les Algériens se retrouvent alors confrontés à deux types de marchés à savoir ; le marché interbancaire des changes qui constitue le marché officiel et le marché noir dit parallèle.

1.2.1. Le marché interbancaire des changes

Le marché interbancaire des changes est le lieu où sont traitées toutes les opérations de change ; vente et achat, au comptant ou à terme entre la monnaie nationale et les devises étrangères librement convertibles⁵⁸. Les opérations y sont traitées par téléphone, télex, et autres systèmes électroniques.

Cependant, les banques et établissements financiers sont autorisés, dans le cadre de la gestion de leur trésorerie en devise à :

- ✓ vendre aux banques non résidentes la monnaie nationale contre des devises étrangères librement convertible ;
- ✓ vendre des devises étrangères librement convertibles contre la monnaie nationale détenue dans un compte en dinars convertibles ;
- ✓ acheter et vendre des devises étrangères librement convertibles contre des devises étrangères librement convertibles ;

⁵⁷Règlement n° 95-08 du 23 Décembre 1995 relatif au marché des changes. Disponible sur le site :<http://www.bank-of-algeria.dz/html/marcheint1.htm>

⁵⁸ Idem

✓ acheter et vendre entre intervenants au marché interbancaire des changes de devises librement convertibles contre monnaie nationale.

Les ressources en devises laissées à la disposition des banques et établissements financiers intervenant sur le marché interbancaire des changes sont:

- ✓ Les recettes provenant des exportations hors hydrocarbures et produits miniers, à l'exclusion de la partie revenant à l'exportateur ;
- ✓ Les sommes provenant de tout crédit financier ou d'emprunt en devises contracté par les banques et établissements financiers pour leur besoin propre ou pour celui de leur clientèle ;
- ✓ Les sommes provenant d'achats effectués sur le marché des changes ;
- ✓ Toute autre ressource que définira, en tant que de besoins, la Banque d'Algérie.

1.2.2. Le marché des changes parallèle

Le marché des changes parallèle en Algérie est un marché où s'échangent des devises contre la monnaie nationale ou contre d'autres devises, de façon clandestine.

Sa naissance est due premièrement, aux restrictions de la législation algérienne en matière de change. Selon le règlement N° 07-01 du 09/01/2007, relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises⁵⁹, le dinar est convertible pour toutes les opérations commerciales courantes avec l'étranger, c'est-à-dire les importations de biens et de services et les transferts de dividendes. Alors que les opérations financières, comme des prises de participation à l'étranger, nécessitent une autorisation spéciale de la Banque d'Algérie.

Les Algériens qui cherchaient à se constituer des actifs en devises à l'étranger se voient enrayer par cette loi. Ainsi une autre possibilité s'offre à elle, même non légale, il se dirige vers elle.

La deuxième cause de l'apparition et du développement de ce marché consiste dans les allocations touristiques et le financement des études dans les universités étrangères. Située aux alentours de 130 euros seulement, l'allocation touristique en Algérie est dérisoire. Ce qui pousse les voyageurs algériens à solliciter le marché parallèle.

⁵⁹ Règlement N° 07-01 du 09/01/2007, relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises. In : http://www.douane.gov.dz/pdf/banque_algerie/Reglement%20N07-01.pdf

Troisièmement, le circuit bancaire officiel rentre aussi dans les causes qui alimentent ce marché informel. En effet, les émigrés ayant travaillé à l'étranger perçoivent leurs retraites en euros en Algérie ainsi, elles sont retirées légalement en devises des banques, puis changées clandestinement au taux de change parallèle.

Quatrièmement, les importateurs, qui surfacturent leurs achats en devises au taux officiel, revendent ces devises au marché parallèle pour réaliser des gains très rapidement.

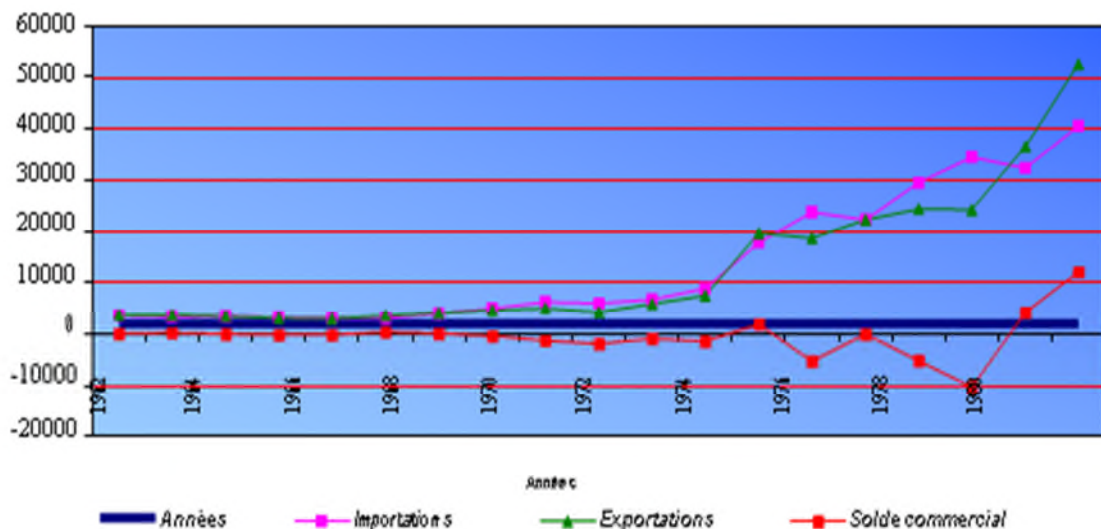
1.3. Évolution de la balance commerciale en Algérie

1.3.1. période allant de 1962 à 1980

Dès le lendemain de son indépendance, l'Algérie a opté pour un système économique basé sur le mode socialiste prônant la propriété étatique de tous les secteurs de l'économie. Cependant, plusieurs tentatives ont été faites après quelques années afin de mettre en place un ensemble de mesures permettant d'effectuer une transition réussie vers une économie de marché afin de s'intégrer d'une manière compétitive dans les échanges internationaux.

Le graphique suivant illustre l'évolution des importations et des exportations algériennes durant la période allant de 1962 à 1980.

Graphique N°01 : Évolution de la balance commerciale de l'Algérie 1962-1980



Source : M. Khaled CHEBBAH, « Évolution du commerce extérieur de l'Algérie : 1980-2005 », revue Campus N°7, 2005, p.39.

D'après le graphique précède, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

✓ La balance commerciale algérienne a connu un effondrement durant les deux premières années de l'indépendance (1962 – 1963), effondrement dû au départ des étrangers, donc à la baisse de la production et de la consommation qui a duré jusqu'en 1966 ;

✓ À partir de 1968, le volume des importations et des exportations s'accroît avec l'accroissement des investissements publics dans le secteur industriel. Cette progression persiste jusqu'en 1971, où on enregistre une baisse en raison de la crise franco-Algérienne⁶⁰ ;

✓ Durant les années 70, deux principaux faits bouleversent le commerce international et affectent la structure de l'économie algérienne en général, à savoir :

○ Le premier choc survient en 1973 après la guerre israélo-arabe ou la guerre du Kippour⁶¹ qui est à la base d'une augmentation du prix mondial du pétrole, passant ainsi de 2⁶² \$US le baril au début des années 1970 à 12⁶³ \$US en 1973 ;

○ Le deuxième choc surgit en 1979 après la révolution islamique en Iran et la chute du Shah⁶⁴, des bouleversements qui ont fait augmenter le prix du pétrole.

1.3.2. Période allant de 1980 à 2000

La période allant de 1980 à 2000 s'est caractérisée par la survenance de trois évènements majeurs qui ont perturbé l'économie mondiale en général et celle de l'Algérie en particulier. Ces évènements sont : le contre-choc pétrolier de 1986, suivi de la baisse des cours du dollar entraînant ensemble la dette extérieure de l'Algérie.

Le graphe suivant traduit l'évolution des échanges extérieurs de l'Algérie durant cette période.

⁶⁰ Crise due à la nationalisation des hydrocarbures en Algérie en 1971.

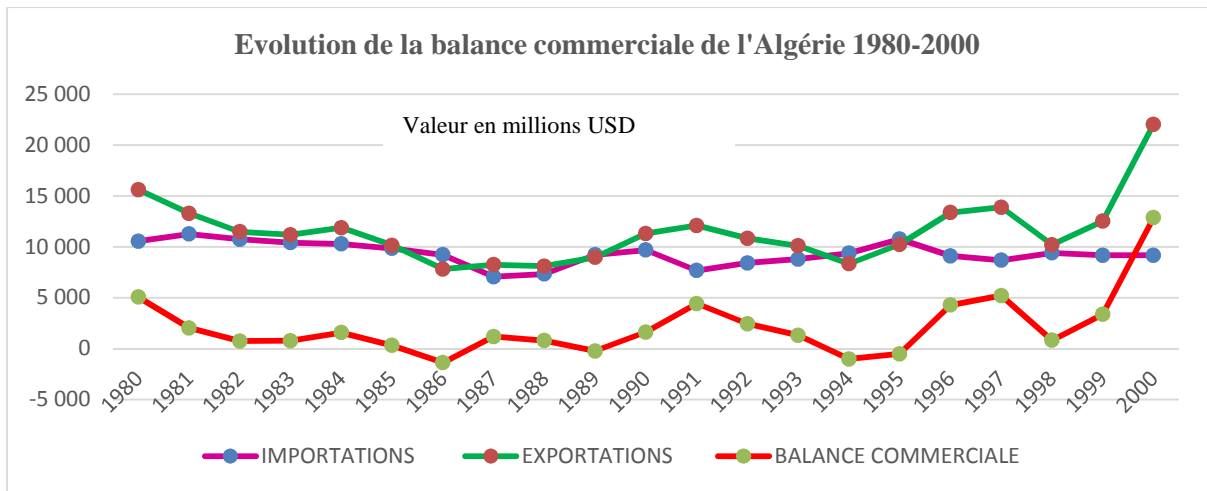
⁶¹ Quatrième conflit entre Israël et pays arabes

⁶² M. KHALED CHEBBAH, *op.cit*, p.38.

⁶³ *Idem*, p.38.

⁶⁴ Shah ou schah : désigne le souverain ou le monarque d'un État.

Graphe N°02 : Évolution de la balance commerciale de l'Algérie 1980-2000



SOURCE : réalisation personnelle à base des données de CNIS.

La chute rapide des cours du pétrole brut entre décembre 1985 et avril 1986 est couramment imputée à l'apparition sur le marché mondial d'une offre excédentaire d'environ 2,5⁶⁵ millions de barils par jour.

Le graphique N° 02 montre que le montant total des importations et des exportations, ainsi que leur solde, ont connu des turbulences entre 1985 et 1987. Dues au contre choc pétrolier de 1986 et à la baisse des cours du dollar, ces turbulences sont touchées de près par la structure de l'économie algérienne, notamment les exportations qui sont réduites de moitié comparant au début de la période en question.

La balance commerciale se rééquilibre en 1987 pour baisser encore une fois entre 1988 et 1989. Cela est causé en grande partie par les événements du 5 octobre 1988⁶⁶.

En 1991, les importations baissent tandis que les exportations augmentent, ce qui a induit à l'excédent de la balance commerciale jusqu'à 1993 où elle s'est détériorée pour éteindre un peu plus d'un million de dollars de déficit.

Depuis 1994, notamment grâce à l'appui du FMI avec l'établissement du PAS, la balance s'est nettement améliorée. Même si elle enregistre des baisses, elle est restée positive durant toute la période qui suit.

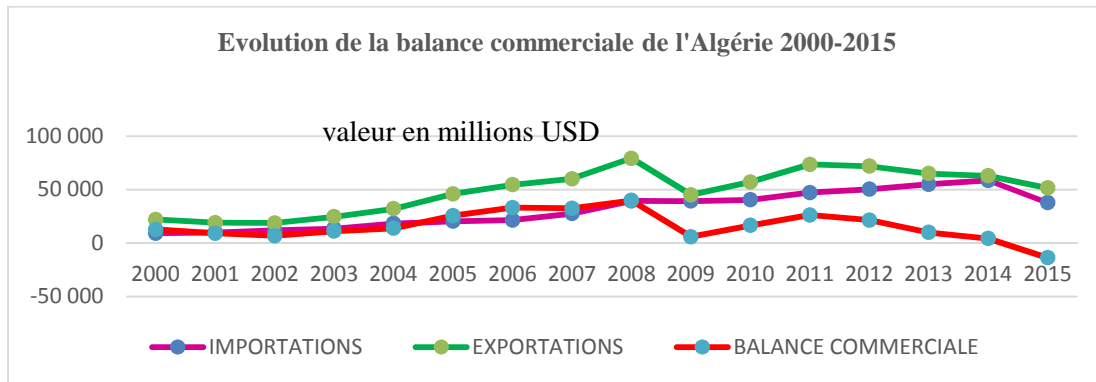
⁶⁵BICHARA.K, «L'Arabie Saoudite et l'Algérie face à la crise pétrolière de 1986», in annuaire de l'Afrique du nord, tome 24, CNRS Editions Alpha, 1985, p.285.

⁶⁶ Le 5 octobre 1988 en Algérie a été marqué par des manifestations sporadiques et non contrôlées, dans plusieurs villes du pays. Les manifestants ont détruit plusieurs infrastructures de l'État et des biens civils.

1.3.3. Période allant de 2000 à 2015

Le graphique suivant nous renseigne sur l'évolution des échanges extérieurs de l'Algérie.

Graphe N°03 : Évolution de la balance commerciale de l'Algérie 2000-2015



SOURCE : réalisation personnelle à base des données de CNIS

D'après le graphe N°03, on constate que l'Algérie enregistre une forte augmentation au niveau des exportations depuis le début des années 2000, où elles chutent brusquement en 2008. Cette chute provoquée essentiellement par le recul du commerce mondial ainsi de la baisse de la demande mondiale adressée à l'Algérie suite à la crise des « Subprimes⁶⁷ ».

L'Algérie réussit à rééquilibrer sa balance à partir de 2010 pour replonger encore une fois dans la baisse à partir de 2013 suivant la baisse des cours du pétrole.

1.4. évolution de taux de change en Algérie :

L'Algérie, comme étant un pays membre du fonds monétaire international (FMI) depuis 1963, a pris l'engagement pour libéraliser la convertibilité du dinar. Après la rupture de système de Bretton Woods, le dinar algérien a subi plusieurs changements substantiels en raison des dépréciations et dévaluations de la valeur du dinar. Durons la période 1964 à nous jour le taux de change du dinar a connu quatre grandes étapes :

1.4.1. Etape 01 : de 1964 à 1970

A la création du dinar algérien en remplacement du nouveau franc français, 1 DZD valait 180 mg d'or fin. Le DZD était ancré au NFRF avec une parité parfaite (1DZD = 1 FRF)⁶⁸.

⁶⁷ Les subprimes sont des prêts immobiliers avec un taux d'intérêt variable, accordés à partir des années 2000 à des ménages américains qui ne remplissaient pas les conditions pour souscrire un emprunt immobilier classique.

⁶⁸ TALIN KORANCHELIANE, « the equilibrium real exchange rate in a commodity Algeria's experience », IMF working paper, july 2005, p 5.

1.4.2. Étape 2: de 1971 à 1987

Elle est caractérisée par le rattachement du dinar à un panier de devises. La valeur du dinar se détermine administrativement en fonction des variations des devises composant ce panier. Le cours de chaque devise est affecté d'un coefficient de pondération basé sur l'importance des échanges extérieurs exprimés dans cette même devise.

1.4.3. Étape 3: de 1988 à 1994

Avec les événements d'octobre 88, l'Algérie a fait grand virage vers l'économie de marché qui a donné lieu à la loi sur les grandes entreprises, la loi bancaire et la loi sur l'ouverture de l'économie algérienne à la libération du commerce extérieur. Quelques années plus tard un autre choc secoue l'économie pour la mettre à genou ce qui la pousse à recourir au FMI avec le plan d'ajustement structurel.

Depuis 1988, la valeur du DZD n'a cessé de se déprécier en moyenne de 10% par an par rapport à l'USD, jumelée à des dévaluations déguisées avec l'instauration de nouvelles taxes à l'importation et puis la vraie dévaluation de 1994. On entame cette étape avec une parité de 5 DZD pour 1 USD en 1987 à plus de 30 DZD pour 1 USD en 1994.

1.4.4. Étape 4: de 1994 à nos jours

Depuis 1995, la politique de change en Algérie a visé à maintenir un taux de change stable contre un panier de monnaies pondérées selon l'importance relative des principaux partenaires commerciaux.

Par conséquent, le régime de flottement dirigé a été mis en vigueur au moyen de séances de fixing entre la Banque d'Algérie et les banques commerciales. Un marché interbancaire des changes a été établi en 1996 pour permettre une libre détermination du taux de change. Entre 1995 et 1998, le TCER apprécié de plus de 20 %, suivie par une dépréciation de 13 % entre 1998 et 2001. Après 16 mois de la dépréciation (au début de 2002), en raison de l'appréciation de l'euro contre le dollar, les autorités sont intervenues dans le marché des changes en 2003 pour réaligner le TCER à son niveau. Entre juin et décembre 2003, le dinar algérien a apprécié contre le dollar américain par 11%.

En 2012 le régime actuel des taux de change est caractérisé par un flottement dirigé de la valeur du dinar. Le taux de change moyen du dinar algérien apprécié contre l'euro de 0,05 % et une dépréciation de 6,45% contre le dollar américain, reflétant un alignement du taux

Chapitre II : La dévaluation du dinar et son impact sur les échanges extérieurs.

nominal du dinar sur le taux réel du marché. Le taux de change annuel moyen se présente au 104.12 Euro et 78,95 USD par un dinar.

L'évolution du taux de change du dinar 1994-2013

Année	FRC/EUR- DZD	USD-DZD
1994	39.68	40.75
1995	59.92	50.58
1996	73.48	56.49
1997	72.72	58.17
1998	64.96	59.41
1999	77.67	68.01
2000	75.60	75.95
2001	73.80	77.95
2002	81.67	80.49
2003	93.91	71.29
2004	99.09	72.62
2005	98.07	74.12
2006	96.49	70.05
2007	99.66	67.00
2008	104.18	66.80
2009	109.09	72.21
2010	105.46	77.69
2011	106.84	74.98
2012	104.12	78.95
2013	113.31	79.57

Source : <http://ec.europa.eu/budget/>

On constate que, le taux de change algérien a évolué sur trois phases. La première est celle d'une appréciation tendancielle, sur une vingtaine d'années, jusqu'au milieu des années 1980. En suite, une deuxième phase est entamée et caractérisée par une dépréciation nominale à un rythme très élevé, qui s'est traduite par une dépréciation réelle. Et une troisième phase, caractériser par la stabilité des taux de change davantage pour le nominal, mais à un niveau d'indice très faible par rapport a ce qui était atteint auparavant

1.5. La désindustrialisation et la malédiction des ressources naturelles en Algérie

Durant la guerre froide, le courant de pensée dominant considérait l'abondance de ressources naturelles comme un puissant vecteur de développement.

Toutefois, en s'appuyant sur la thèse de Singer et PREBISCH⁶⁸ selon laquelle les termes de l'échange des matières premières tendent à se dégrader face aux produits manufacturés, quelques économistes hétérodoxes y voyaient au contraire une source d'inégalités et de mal-développement.

Cependant, la plupart des études récentes montrent que l'exploitation des ressources naturelles tend à fragiliser le tissu économique, la cohésion sociale et les institutions politiques des pays producteurs. De manière paradoxale, l'exploitation des richesses du sous-sol est souvent associée à la misère des populations locales, à la mauvaise gouvernance et à la dégradation de l'environnement⁶⁹, ou la transformation de la bénédiction des ressources naturelles en malédiction⁷⁰.

KARL, T. traduit ce phénomène par la notion de « DUTCH DISEASE » ou « syndrome hollandais » qui le définit comme étant « un phénomène pour lequel la mise en exploitation d'une ressource naturelle procure des avantages pour le secteur lié à cette richesse, mais en parallèle nuit au développement des autres secteurs de production de l'économie »⁷¹.

En Algérie, l'exploitation et le commerce des matières premières, notamment le pétrole, représentent la principale source de devises étrangères et de recettes fiscales.

Inversement, le secteur manufacturier est loin de constituer un moteur de croissance. En effet, sa contribution au PIB s'est détériorée, passant de 15%⁷² en 1990 à 6%⁷³ en 2004, pour atteindre 5%⁷⁴ en 2011.

⁶⁸La thèse de Prebisch & Singer, proposée en 1950, suggère qu'à long terme les prix des biens primaires exportés baissent comparés à ceux des biens manufacturés. Ce processus de dégradation des termes de l'échange est dû aux différences de spécialisation entre les "États du Nord", technologiques, et les "États du Sud", dont l'économie est basée sur l'exploitation des ressources primaires : Les États du nord fabriquent des produits manufacturés, dont la technicité et les prix s'accroissent, alors que les États du sud fournissent au nord des matières premières dont les prix baissent progressivement.

⁶⁹T. Karl, « *Oil Booms and Petro-States* », *The Paradox of Plenty*, University of California Press, Berkeley, 1997, p.342.

⁷⁰AOUN M.C, « La rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs », thèse de Doctorat, Paris Douphine Edocif, 2008, p.05.

⁷¹KARL.T, « comprendre la malédiction des ressources naturelles », Ed Open Society Institute, 2005, p.24.

⁷²BELLAL.S, « Dutchdisease et désindustrialisation en Algérie, une approche critique », manuscrit publié dans la revue du chercheur, université de Guelma, 2013, p.05.

⁷³Idem, p.05.

⁷⁴AGGAB.N. & AIT ELHADJ.F, « Ressources naturelles et risque d'un syndrome hollandais : cas de l'économie Algérienne », mémoire de Master, université de Bejaia, 2015, p.53.

En plus du déclin du secteur industriel, principal symptôme du syndrome hollandais, l'économie algérienne présente une configuration sectorielle de plus en plus conforme à celle qui est décrite par la théorie de la DUTCH DISEASE⁷⁵. Cette configuration est marquée par :

- Une croissance vigoureuse du secteur minier (hydrocarbures) ;
- Une croissance dans le secteur des biens non échangeables, notamment dans le BTP et les services marchands ;
- Un déclin du secteur des biens échangeables, notamment publics.

On peut dire alors que les fluctuations des prix du pétrole sont à l'origine de l'instabilité des recettes d'exportations, de la valeur de la monnaie nationale et de l'apparition des distorsions sectorielles entre les différentes activités. Ainsi, on peut constater que la dépendance de l'Algérie au secteur pétrolier impacte négativement sa performance économique.

Section 2 : les effets de la dévaluation de la monnaie sur les échanges extérieurs

A travers cette section, nous aborderons l'objectif de la dévaluation de la monnaie et leurs effets attendus sur les échanges extérieurs,

2.1. Objectif de la dévaluation en Algérie

La dévaluation de la monnaie en Algérie convoite plusieurs objectifs, commençant par l'amélioration de la compétitivité en redressant le solde commercial et le solde des transactions courantes.

La dévaluation du dinar stimule les exportations par la baisse du prix des biens domestiques en monnaies étrangères et freine les importations par le renchérissement du prix des biens étrangers en monnaie nationale. Ainsi, elle encourage les activités de substitution aux importations en incitant les entreprises algériennes à produire et à consommer les produits locaux⁷⁶. Elle permet alors, le rééquilibrage de la balance courante et la relance de la croissance du pays.

La création des conditions d'un rétablissement rapide des équilibres extérieurs et intérieurs

⁷⁵ BELLAL.S, op.cit., p.06.

⁷⁶DOUMBIA.S « le choc de la dévaluation et analyse des nouvelles orientations de la politique économique », université de Grenoble, 2010, p.16.

l'Amélioration des conditions de vie des populations, à travers la résorption du chômage, la relance des exportations des biens et services, et la réduction des importations.

L'incitation au retour de capitaux places à l'étranger, afin de rétablir l'équilibre de la balance des paiements.

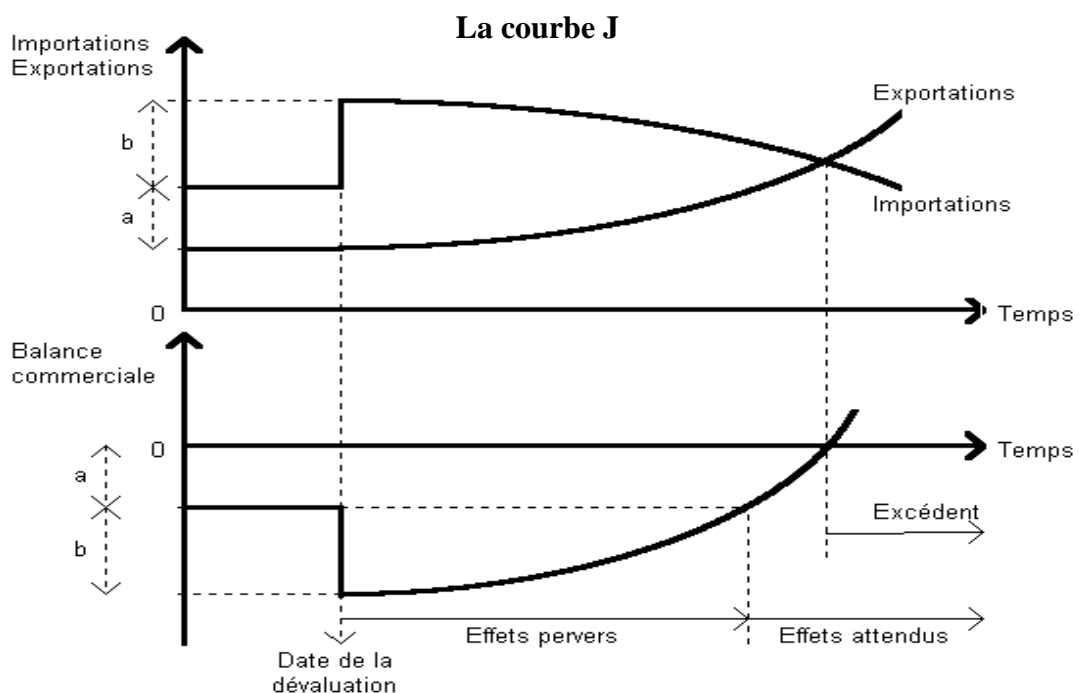
2.2. Les effets attendus de la dévaluation de la monnaie sur les échanges extérieurs

L'effet de la dévaluation sur la balance commerciale joue le rôle d'un coefficient majoritaire du prix des importations et minoritaires de celui des exportations. Ce modificateur a un effet mécanique sur le volume des exportations qui vont augmenter alors que les importations vont diminuer.

La balance commerciale se dégrade juste après une dévaluation de la monnaie et s'améliore seulement quelque temps plus tard, cela se traduit par l'explication de la courbe J.

L'illustration suivante permet de mieux saisir l'effet de la courbe en J. Le niveau de la balance courante est placé en ordonnée. Le temps écoulé est en abscisse. On se place dans la situation d'une dépréciation réelle brutale engendrée par une dévaluation de la monnaie locale.

Schéma N° 05 : La courbe J



Source : les marchés financiers, lexique 5 CRDP de l'académie de Montpellier.

In site: http://www.crdpmontpellier.fr/ressources/dda/finances/dda4_lexique5.html

La forme de cette courbe 'J' s'explique en premier lieu, par l'effet prix et en second lieu par l'effet volume⁷⁷.

2.2.1. L'effet prix

Une variation de la monnaie nationale engendre un changement du prix des biens et services importés et exportés. Les produits importés seront plus chers (en dinar) et les produits exportés moins chers (en devise). Autrement dit la modification de la valeur de la monnaie nationale engendre une baisse des prix des exportations et une hausse des prix des importations, cela se traduit par une dégradation de la balance commerciale.

2.2.2. L'effet volume

Suite à la dévaluation, la baisse des prix des exportations engendre un accroissement de quantités vendues, contrairement aux importations où on observe la diminution des quantités achetées, cela contribue à améliorer le solde commercial et donc la compétitivité économique du pays.

Le but de la dévaluation est donc l'amélioration de la compétitivité prix des biens et des services. Cependant ce but n'apparaît pas immédiatement, au contraire dans un premier temps les effets seront négatifs⁷⁸.

2.2.3. L'explication de la courbe J

À partir du schéma précédent, on peut voir qu'au moment de la dépréciation, la balance courante se détériore brusquement puis met un certain temps à se rétablir jusqu'à son ancien niveau avant de connaître une amélioration.

Ce phénomène a plusieurs causes :

⁷⁷Paul Krugman et Maurice Obstfeld, « Economie internationale », Boeck université, 1995, p. 528-530.

⁷⁸ADJAOUD, TORCHIAT, « l'impact de la dévaluation de la monnaie sur la croissance économique », université de BEJAIA, 2012-2013, p38.

✓ La majeure partie des exportations et des importations sont commandées des mois à l'avance. La dépréciation va donc accroître automatiquement la valeur des importations et réduire celle des exportations, ainsi diminuer la balance courante. C'est l'effet-prix de la dépréciation, qui est considéré comme effet pervers ;

✓ Les exportateurs doivent mettre en place de nouvelles capacités de production et embauchées pour faire face à l'excédent de demande étrangère pour leurs produits. De même, la réduction de consommation des produits importés devenus plus coûteux oblige les producteurs locaux à accroître leur offre de produits substitués et à trouver des techniques plus économes en biens intermédiaires importés. Cette réallocation des ressources productives aboutit à l'effet-volume de la dépréciation qui est l'effet attendu par la dévaluation.

2.2.4. Effets sur l'inflation

Cette inflation son origine dans trois phénomènes :

✓ Le premier appelé hausse mécanique des prix tient à l'augmentation des prix des produits importés engendré par un changement de la parité de la monnaie. ces produits en provenance de l'étranger, soit consommés directement dans ce cas, ils sont payés plus cher par le consommateur, soit constituent des consommations intermédiaires intégrées dans la production d'autres biens, entraînant ainsi la hausse de leurs coûts de production. Cette augmentation des prix est difficile de réduire la demande.

✓ La seconde explication de l'inflation est liée à un phénomène d'anticipation à la hausse lui-même dû au manque de confiance dans la nouvelle parité de la monnaie.

✓ Enfin, une inflation pourrait avoir lieu dans le cas où les politiques monétaire ou fiscale deviennent trop expansionnistes.

2.3. Les limites de la dévaluation de la monnaie

✓ La dévaluation provoque la hausse des prix des biens de production nationale car ceux-ci sont fabriqués à base de matières premières et de matériels importés. Ceci entraînera la hausse des produits finis donc une baisse de la consommation ;

✓ La dévaluation engendre également la baisse de la demande extérieure, et par conséquent, le recul des revenus des produits à exporter ;

✓ La dévaluation implique la diminution des salaires réels, ce qui induit une modification de la répartition des revenus, et donc une diminution de la consommation ;

✓ La dévaluation provoque la hausse des prix des importations, donc affecte les prix intérieurs des biens échangeables, ce qui entraînera encore la réduction de la consommation.

- ✓ La dévaluation induit généralement une hausse des prix intérieurs.

L'augmentation des prix des produits importés, engendrée par un changement de la parité de la monnaie, rend plus chers les produits consommés directement d'un côté et les produits qui constituent des consommations intermédiaires intégrées dans la production d'autres biens de l'autre côté, ce qui entraîne l'augmentation des coûts de production et par conséquent, l'augmentation des prix des biens produits localement⁷⁹.

L'anticipation à la hausse, par les investisseurs, dû au manque de confiance dans la nouvelle parité de la monnaie et les politiques fiscales trop expansionnistes peuvent aussi être l'origine de l'inflation⁸⁰.

- ✓ La dévaluation a également pour effets de gonfler la valeur de la dette extérieure d'un pays exprimée en monnaie nationale dans la mesure où cette dernière subit une dévaluation.

Un pays qui consomme des produits étrangers de façon déséquilibrée telle que l'Algérie importe plus qu'il n'exporte. Ce faisant apparaît un trou dans la balance des paiements du pays en question, trou qui doit être compensé par un endettement en monnaie étrangère. C'est le cas classique d'un endettement extérieur.

En d'autres termes, si les paiements du service de la dette se fait dans la monnaie de pays créditeur, ce service augmente⁸¹ dans les mêmes proportions que la dévaluation étant donné que la monnaie nationale a perdu de sa valeur.

- ✓ À travers la fluctuation des prix, une dévaluation peut avoir un effet négatif sur la production. Les entreprises algériennes étant dépendantes des biens importés souffriront, d'une augmentation de leurs coûts et donc d'une baisse dans leurs revenus réels⁸².

- ✓ La dévaluation engendre une réduction des salaires réels, en effet une augmentation du taux de change nominal implique une inflation importée ce qui réduit le pouvoir d'achat des consommateurs et encore une baisse du prix relatif des biens non échangeables ; principalement le travail, ce qui signifie que la rémunération réelle de ce facteur enregistre une chute certaine⁸³.

⁷⁹ BOUSSELMIS, « l'impact de la dévaluation du dinar sur les échanges extérieurs », rapport de recherche en vue de l'obtention du grade de maître des sciences, université de Montréal, 2000, p.23.

⁸⁰ ROUX.D., « La dévaluation », Repères, Mama, Paris, 1972, pp.65-66.

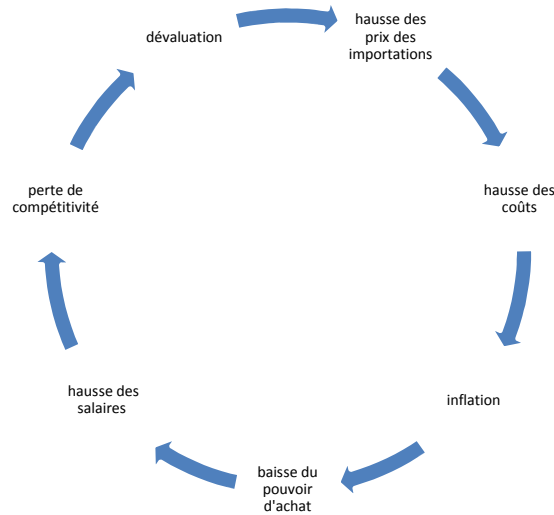
⁸¹ ROUX.D, Op. Cit., p.66.

⁸² Baba Ahmed, « dévaluation du dinar et entreprise publique », cahier du CREAD, n°57, troisième trimestre, 2001, p 57.

⁸³ BOUSSELMIS, Op. Cit, p.24.

Donc la dynamique de la dévaluation résulte la hausse des prix des importations qui engendre une inflation au niveau du pays ce qui diminue les bénéfices initiaux de la compétitivité économique pour les pays à monnaie faible. Ainsi un cercle vicieux peut se créer.

Schéma N° 04 : Cercle vicieux de la dévaluation



Source : IDIRI.F&BELAZOUZ.S « impact de la dévaluation de la monnaie sur les exportations en Algérie », mémoire de Master, université de Bejaia, 2014, p.26.

2.4. Les mesures d'accompagnement de la dévaluation actuelle du dinar algérien

À la suite de l'effondrement des prix du pétrole, les revenus de l'État ont fortement baissé. Pour faire face à la chute de ces revenus, financer l'économie et maîtriser le commerce extérieur, le gouvernement algérien a engagé plusieurs opérations. Parmi ces opérations, il y a lieu de citer ; l'amnistie fiscale pour les opérateurs informels, la limite de l'octroi des licences d'importation et l'emprunt obligataire.

2.4.1. l'opération de mise en conformité fiscale du 02 aout 2015 au 31 décembre 2016

Le gouvernement veut encourager les opérateurs de l'économie informelle à rejoindre le circuit officiel, pour cela, il a mis en œuvre une mesure de bancarisation de

l'argent qui circule en dehors du marché légal. Cette mesure permet de réduire le faussé existant entre l'économie réelle et l'économie informelle.⁸⁴

Cependant, la loi de finance complémentaire (LFC) 2015 fixe une taxe de 7%⁸⁵ sur les montants déposés en banque par les personnes physiques qui activent dans l'économie souterraine. Cette taxe forfaitaire libératoire permettra à ces acteurs économiques de déposer leur argent en banque, sans pénalités et sans poursuites.⁸⁶

L'amnistie fiscale est accompagnée de certaines conditions afin d'éviter le blanchiment d'argent. Selon le texte de loi de finances 2015, seules les personnes n'ayant jamais fait l'objet de poursuites pour des activités criminelles pourront bénéficier du programme, c.-à-d. que la source de ces fonds ou les transactions qui en sont à l'origine doivent être légitimes et ne correspondent à aucun acte incriminé par le Code pénal et la législation régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme⁸⁷.

On peut conclure alors que cette mesure vise un double impact positif ; la bancarisation de l'argent de la sphère informelle d'un côté et profiter l'économie nationale de l'autre côté.

2.4.2. La limite de l'octroi des licences d'importation et d'exportation

L'octroi des licences d'importation et d'exportation est une mesure protectionniste visant à contrôler le commerce extérieur. Elle permet de prendre des mesures de restriction sur le commerce extérieur afin de conserver les ressources naturelles épuisables, promouvoir la production nationale de matières premières pour l'approvisionnement de l'industrie de transformation et préserver les équilibres financiers extérieurs⁸⁸.

Le gouvernement prévoit deux types de licences d'importation et d'exportation⁸⁹ :

- les licences automatiques, délivrées par les secteurs ministériels concernés, sur demande et avec les justificatifs de conformité des produits, selon leur nature et la situation juridique des opérateurs économiques ;

⁸⁴Entretien avec le ministre des finances Abderrahmane Benkhalfa établi par TSA, disponible sur le site : <http://www.tsa-algerie.com/20150728/les-acteurs-de-linformel-invites-a-deposer-leur-argent-dans-les-banques-a-partir-du-15-aout-video/>

⁸⁵Article 43 de l'ordonnance 15- 01 du 7 Chaoual 1436 correspondant au 23 juillet 2015 portant loi de finances complémentaire pour 2015.

⁸⁶Idem.

⁸⁷Idem.

⁸⁸Décret exécutif n° 15-306 du 24 Safar 1437 correspondant au 6 décembre 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation.

⁸⁹Idem.

• Les licences non automatiques sont délivrées par le ministère du Commerce, sur proposition d'un comité interministériel. Ce dernier a pour mission de déterminer la liste des produits et les volumes quantitatifs des contingents, ou autrement dit, de fixer les quotas des produits.

2.4.3. L'emprunt obligataire

L'emprunt est «une opération juridique et financière par laquelle un ou plusieurs prêteurs mettent à la disposition de l'emprunteur des capitaux en contrepartie du versement d'un intérêt périodique calculé sur le capital restant dû ainsi que le remboursement du capital prêté par fractions successives ou en totalité à la fin de l'emprunt⁹⁰ ».

L'emprunt obligataire peut se définir alors comme étant une forme de financement à l'intention de l'État, d'une entreprise, d'une banque ou d'une autre organisation dans le but de mobiliser des ressources en faveur de l'investissement⁹¹.

En Algérie, l'emprunt obligataire, baptisé l'emprunt national pour la croissance économique, permet aux détenteurs de capitaux d'investir leur épargne disponible dans le développement de l'économie nationale. Ainsi ils bénéficieront d'un taux d'intérêt annuel de 5%⁹² pour les titres émis pour une durée de 3 ans et de 5.75%⁹³ pour une durée de 5 ans. Les gains générés par ces titres sont exonérés d'impôts et payables chaque année à la date anniversaire de leur souscription.

Principalement, les titres de cet emprunt sont librement négociables et peuvent être :

- ✓ Achetés et/ou cédés à des personnes physiques ou morales, soit par voie de transaction directe, soit endossement, par le biais d'intermédiaire légalement habilité.
- ✓ Donnés en nantissement de tout crédit bancaire.

Le gouvernement assure que l'argent collecté à travers l'emprunt national ou le marché financier sera consacré au financement des investissements économiques de l'État ; les missions de puissance publique, comme la santé publique, la solidarité nationale, l'éducation, la formation et l'enseignement supérieur.

Toutefois, le recours à l'emprunt obligataire ne s'avère pas captivant dans une économie faible où les investisseurs se méfient par crainte du non-remboursement.

⁹⁰J.P.BOUERE, « Titres et emprunts obligataires », Banque édition, Paris, 1998, p.1.

⁹¹ AKSIL.K, « Le financement des investissements par l'emprunt obligataire : Cas d'AIR ALGERIE », mémoire de Magistère, université de Mouloud MAMMERI de Tizou Ouzou, 2013, p.10.

⁹² Article 03 de l'arrêté du 19 Joumada Ethania 1437 correspondant au 28 mars 2016 fixant les conditions et modalités d'émission par le Trésor public d'un emprunt national pour la croissance économique.

⁹³ Idem.

Conclusion

L'Algérie a procédé à des opérations de dévaluation pour profiter de ses avantages notamment, la stimulation de la production nationale grâce à la promotion des exportations et le découragement des importations. Cependant, dans la réalité, on assiste à un phénomène complètement différent des objectifs visés par une dévaluation.

En effet, la balance commerciale se présente toujours par la domination des exportations en hydrocarbures, alors que les autres exportations sont insignifiantes. De leur côté les importations algériennes ne cessent d'augmenter ce qui ne doit pas se réaliser lorsqu'une monnaie est dévaluée.

En général, la situation du commerce extérieur nous informe sur la situation interne d'une économie. En effet l'importance des importations et la faiblesse des exportations hors hydrocarbures, montre bien la faiblesse de la production nationale, ainsi que la dépendance de la consommation algérienne aux produits extérieurs.

L'économie algérienne peut être alors considérée comme une économie qui a donné naissance à une société de consommation qui effectue ses dépenses exclusivement grâce à la manne pétrolière.

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

Introduction

Dans le but de bien mener notre travail de recherche, notamment dans le souci de bien cerner la problématique en vigueur en Algérie, une investigation sur le terrain s'avère nécessaire. À cet effet, notre étude s'est faite en suivant deux étapes : un stage pratique au sein de l'entreprise RAMDY et une enquête par questionnaire auprès des autres entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

À travers ses deux étapes, nous essayerons de dégager l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia.

Section 01 : L'impact de la dévaluation du dinar sur les importations de la laiterie RAMDY

Cette section est consacrée en premier lieu, à la présentation de l'entreprise RAMDY qui nous a accueillis pour la réalisation de notre travail de recherche. Dans le second lieu, nous allons présenter un exemple de comparaison entre deux opérations d'importation de la poudre de lait durant la période 2015- 2016.

1.1. La présentation de la SARL RAMDY

1.1.1. Historique de la SARL RAMDY

La SARL RAMDY ex « laiterie Djurdjura » a été créée le 01/01/1983.Elle s'est spécialisée dans la production des yaourts, crèmes desserts, fromages frais et fondus.

Le 15 octobre 2001, le groupe français Danone s'est associé avec la laiterie Djurdjura pour les activités yaourts, pâtes fraîches et desserts. Depuis, l'activité de la laiterie Djurdjura s'est consacrée à la production des fromages fondus, aux pâtes molles (camembert) et au lait pasteurisé.

Deux années plus tard, elle s'est implantée dans une nouvelle unité située en plein cœur de la zone industrielle TaharachtAkbou triplant, ainsi, sa capacité de production en fromage fondu.

Dans le souci de répondre à une demande croissante du consommateur, la laiterie s'est équipée d'un matériel hautement performant dont une nouvelle conditionneuse de 220 portions /minute et une ligne complète du fromage barre.

En juin 2004, la SARL laiterie Djurdjura a changé de raison sociale pour devenir SARL RAMDY.

Aujourd'hui, les produits laitiers Djurdjura s'affichent sous la nouvelle dénomination « RAMDY ».

En octobre 2009, la SARL RAMDY a repris la production de yaourts et de crèmes desserts. Ainsi, pour une surveillance constante de la qualité du produit et pour une protection optimale du consommateur, la SARL RAMDY s'est équipée d'un laboratoire d'autocontrôle afin d'effectuer toutes les analyses physico-chimiques et microbiologiques exigées.

1.1.2. Les principaux produits fabriqués par la SARL RAMDY

L'activité au niveau de la SARL RAMDY ne cesse d'accroître et cela est dû principalement à sa stratégie de diversification. Cependant, ces principaux produits fabriqués peuvent être présentés comme suite :

- ✓ Yaourt aromatisé ;
- ✓ Yaourt nature ;
- ✓ Yaourt brassé aux fruits ;
- ✓ Crèmes desserts ;
- ✓ Fromage portion ;
- ✓ Fromage barre ;
- ✓ Fromage en vrac.

1.1.3. L'organigramme de la SARL RAMDY

L'organigramme de la SARL RAMDY résume les différents services de travail qu'occupe son personnel (voir l'annexe N°02)

1.1.4. Présentation du service d'accueil

Notre stage a été effectué dans le service d'importation durant un mois ; du 18 avril au 17 mai 2016.

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

Par ailleurs notre stage mené auprès de l'entreprise RAMDY, nous a permis de recueillir un ensemble de données et d'informations plus ou moins pertinentes afin d'avoir des réponses à notre problématique de recherche.

1.2. Présentation d'un exemple de comparaison entre deux opérations d'importation de la poudre de lait durant la période 2015- 2016

Pour comprendre en profondeur l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations de l'entreprise RAMDY, nous allons essayer de mettre en évidence cet impact sur les prix d'un produit importé (poudre de lait), puis dégager l'impact de l'évolution de ces prix sur la production du produit fini qui est le yaourt aromatisé.

1.2.1. Impact de la dévaluation du dinar sur l'évolution des prix de la poudre de lait

Le tableau suivant nous permet de calculer les prix, en dinar, des deux types de la poudre de lait importée.

Tableau N° 03 : détermination du prix de la poudre de lait importée par la SARL RAMDY

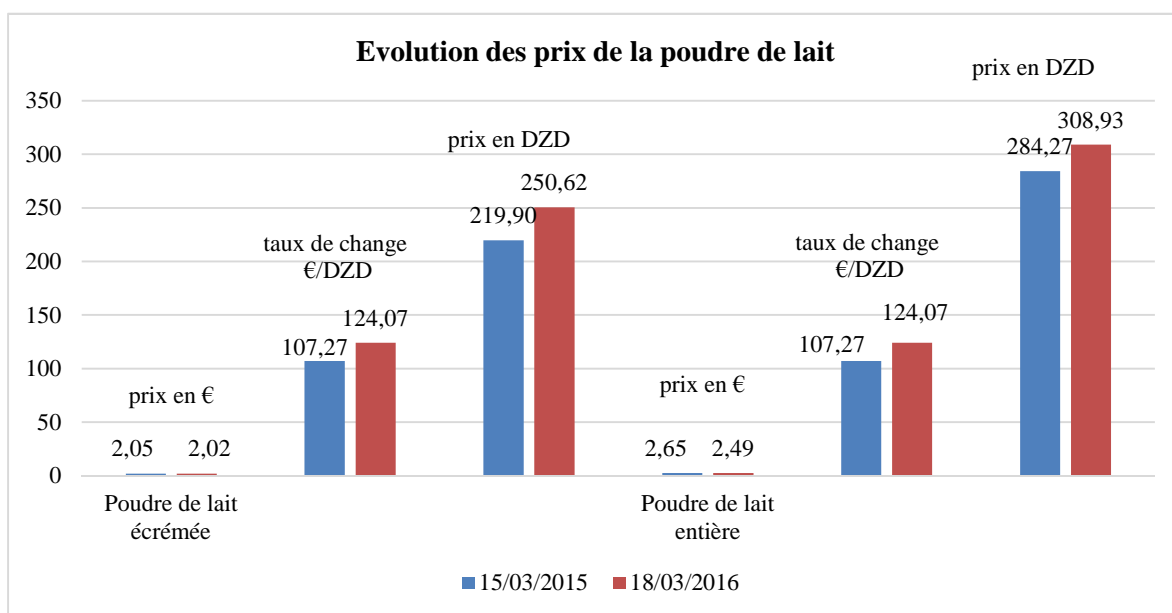
	Poudre de lait écrémé			Poudre de lait entier		
	prix en euro*	taux de change €/DZD**	prix en DZD	prix en euro*	taux de change €/DZD**	prix en DZD
15/03/2015	2,05	107,27	219,90	2,49	107,27	267,10
18/03/2016	2,02	124,07	250,62	2,65	124,07	328,79

Source : Etabli par nous-mêmes grâce aux données de l'entreprise

*données de la SARL RAMDY.

**<http://fr.exchange-rates.org/Rate/EUR/DZD> consulté le 22/05/2016 à 10h32.

Graphique N°04 : Évolution des prix de la poudre de lait (entière et écrémée)



Source : Etabli par nous-mêmes grâce aux données du tableau N°03.

Le graphique N°04 nous résume les résultats du tableau N° 03 :

On remarque que le prix de la poudre de lait en euro a légèrement baissé en 2016 tandis que la valeur du dinar par rapport à l'euro s'est fortement dépréciée, passant de 107,27 DZD pour 1 € le 15 mars 2015 à 124,07 DZD pour 1 € le 18 mars 2016. Cependant, même avec cette baisse des prix sur le marché étranger, les prix de la matière importée se sont grimpés suivant l'évolution du taux de change €/DZD.

1.2.2. Impact de la dévaluation du dinar sur la production du yaourt chez la SARL RAMDY.

Pour expliquer l'effet de la dévaluation du dinar sur la production du yaourt chez la SARL RAMDY, on a établi des fiches de coût pour les deux périodes ; 2015 et 2016.

Tableau N°04 : Fiche de coût d'un yaourt aromatisé fraise 100 GRS en 2015

Désignations	Qté/unité	prix unitaire (LIFO)	Valeur
pdl 26%	0,006145	284,27	1,75
pdl 0%	0,005435	219,90	1,20
Sucre	0,0111	70,03	0,78
arome fraise	0,0002	994,28	0,20
Ferment	0,00004	4017,11	0,16
coûts des matières premières			4,08

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

MIXPAP yaourt aromatiser fraise	0,004606	44,82	0,21
Décor	0,01002	31	0,31
Barquette yaourt	0,020833	12,53	0,26
Bande PS	0,004359	188,82	0,82
coût de l'emballage			1,60
coût matières et emballage			5,68
total coûts directes hors matières			0,25
total coûts indirectes			1,00
coût total			6,93
prix de vente TTC			11,12
prix de vente			9,50
marge			2,57
Marge en %			27,05

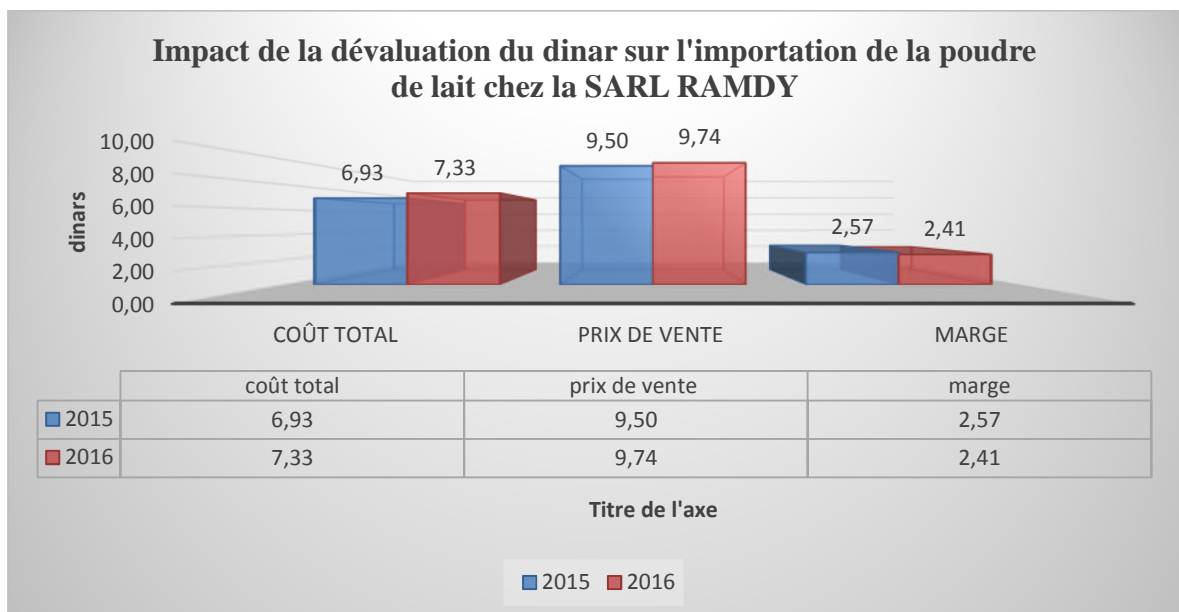
Source : réalisation personnelle grâce aux données de l'entreprise (annexe N° 03) et au tableau N°03.

Tableau N°05 : Fiche de coût d'un yaourt aromatisé fraise 100 GRS en 2016

Désignations	Qté/unité	prix unitaire (LIFO)	Valeur
pdl 26%	0,006145	308,93	1,90
pdl 0%	0,005435	250,62	1,36
Sucre	0,0111	76,33	0,78
arome fraise	0,0002	1083,77	0,20
Ferment	0,00004	4378,65	0,16
coûts des matières premières			4,40
MIXPAP yaourt aromatiser fraise	0,004606	44,82	0,21
Décor	0,01002	31	0,31
Barquette yaourt	0,020833	12,53	0,26
Bande PS	0,004359	188,82	0,82
coût de l'emballage			1,60
coût matières et emballage			6,00
total coûts directes hors matières			0,29
total coûts indirectes			1,04
coût total			7,33
prix de vente TTC			11,40
prix de vente HT			9,74
marge			2,41
marge en %			24,76

Source : réalisation personnelle grâce aux données de l'entreprise (annexe N°03) et au tableau N°03.

Graphique N°05 : Impact de la dévaluation du dinar sur la production du yaourt chez la SARL RAMDY.



Source : réalisation personnelle grâce aux données des tableaux N°04 et N°05.

À travers le graphique N° 05 on a pu constater que l'augmentation des prix de la poudre de lait s'est répercutée sur le coût de production du yaourt, son prix de vente et sur la marge bénéficiaire de l'entreprise.

a) Sur le coût de production ou coût de revient :

La poudre de lait est une composante principale du yaourt. La variation de son prix engendre automatiquement une modification du coût de ce produit fini.

En 2015, les prix de la poudre de lait entière et écrémée sont respectivement de 284,27dinarset 219,90 dinars. Le coût total de la production d'un yaourt était alors de 6.93 dinars.

En 2016, l'augmentation des prix de la poudre de lait générée par la dévaluation du dinar a fait accroître le coût de la production d'un yaourt jusqu'à 7,33 dinars, soit une augmentation de 0.4 dinar par unité.

b) Sur le prix de vente :

Le prix de vente est le prix proposé par un vendeur à un acheteur. Il est déterminé à base du coût de production et de la marge bénéficiaire. La hausse de l'un de ces deux éléments cités provoque une hausse du prix de vente.

L'augmentation du coût de production de 0.4 dinar en 2016 comparant a 2015, a obligé la SARL RAMDY a augmenter le prix de vente de son yaourt de 0.24 dinar pour atteindre 9.74 dinars.

c) Sur la marge bénéficiaire :

La marge bénéficiaire est la valeur apportée par l'entreprise au coût de revient du produit ou du service. Sa maîtrise est capitale pour assurer la rentabilité de l'activité de l'entreprise. Elle permet également d'éviter les situations de vente à perte.

La marge bénéficiaire se calcule en soustrayant au prix de vente hors taxes, le coût de production du produit. Toutefois, si l'augmentation du prix de vente est supérieure à l'augmentation du prix de revient, la marge augmente. Inversement, si le prix de vente augmente moins que le prix de revient, la marge baisse.

Pour le cas de RAMDY, le prix de revient a augmenté de 0.4 dinar en 2016, tandis que le prix de vente a augmenté de 0.24 dinar seulement. La marge bénéficiaire s'est alors baissée de 0.16 dinar atteignant 2.41 dinars.

Conclusion :

On conclut que, même avec la baisse des prix de la poudre de lait sur le marché mondial, la SARL RAMDY a connu une hausse des coûts de production suite à la surenchère des matières premières importées provoquée par la dévaluation du dinar.

Par conséquent, les effets de la dévaluation du dinar se sont ressentis dans le prix de vente, choix vers lequel la laiterie RAMDY s'est orientée afin d'atténuer l'impact de la baisse de la monnaie nationale auquel elle est heurtée.

Par crainte de perdre la compétitivité de son produit sur le marché local, elle a préféré baisser sa marge bénéficiaire pour soutenir l'augmentation du prix de vente du yaourt.

Section 02 : Enquête par questionnaire sur l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia

Cette seconde section complète la première afin de répondre à notre problématique de recherche qui sera consacrée à la présentation de nos résultats d'étude.

2.1. Présentation de l'enquête sur le terrain

Une enquête par questionnaire est l'une des méthodes qui nous permettent de collecter des informations afin de comprendre et d'expliquer les faits visés.

Pour généraliser les résultats de notre recherche, nous avons jugé bon de faire une enquête de terrain qui se joint au travail entamé dans la section précédente afin de mieux enrichir notre travail.

2.1.1. Objectif de l'enquête

Le but de ce questionnaire est principalement d'arriver à atteindre un certain nombre de données, qui puisse nous permettre de faire une description plus ou moins détaillée. Cette étude nous permet d'éclairer et de dégager l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia et de confirmer notre hypothèse de travail.

Pour atteindre l'ensemble de ces objectifs, nous avons opté pour une enquête, jugé la plus adaptée à notre problématique.

2.1.2. La méthodologie du questionnaire

Dans notre questionnaire nous avons posé 20 questions réparties en trois catégories ; celles relatives à la présentation de l'entreprise, autres relatives aux importations et la troisième catégorie relative à l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations. Cela est dans l'objectif de présenter les résultats que nous avons obtenus et interprétés sous forme de tableaux et de schémas.

Ce questionnaire est composé de deux types de questions ; des questions ouvertes et des questions fermées :

Les questions ouvertes sont des questions dont la formulation laisse au répondant, toute latitude pour construire librement ses réponses ⁹⁴

Les questions fermées sont les questions les plus simples. Le plus souvent, elles sont sous forme d'interrogative, menant à des réponses d'évaluation sur une gamme de jugements prévus ⁹⁵

⁹⁴CAUMONT. DANIEL, « Les études de marché, comment concevoir, réaliser et analyser une étude », Edition DUNOD, 2007, P. 86.

⁹⁵Idem, p. 87.

2.1.3. Présentation de l'échantillon d'étude

Pour la réalisation de notre enquête, on a distribué 26 questionnaires à travers la wilaya de Bejaia, mais nous n'avons pu récupérer que 20, dont certaines entreprises ont refusé de répondre à quelques questions jugées confidentielles.

2.2. L'analyse des résultats de l'enquête

Pour comprendre l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia, nous avons collecté à travers ces questionnaires, des informations qui seront analysées en effectuant une étude comparative de ce que nous avons annoncé dans le cadre théorique.

Les réponses obtenues durant notre enquête par questionnaire seront analysées à l'aide du logiciel Sphinx et de l'Excel. Ainsi, les résultats seront présentés comme suite :

Partie I : présentation de l'entreprise

L'objectif à travers cette première partie est de collecter des informations concernant l'identité des entreprises interrogées.

01) Quel est l'âge de votre entreprise ?

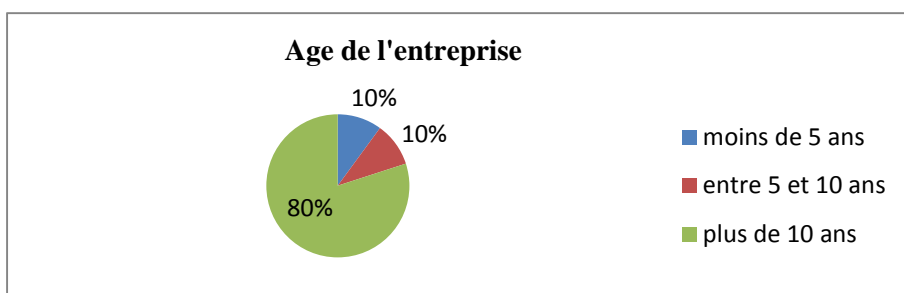
L'objectif de cette question est de déterminer l'âge de l'ensemble des entreprises.

Tableau N° 06 : La répartition de l'échantillon selon l'âge de l'entreprise

Âge de l'entreprise	nombre de réponses	la fréquence en %
moins de 5 ans	2	10%
entre 5 et 10 ans	2	10%
plus de 10 ans	16	80%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question N° 01.

Graphique N° 06 : La répartition de l'échantillon selon l'âge de l'entreprise



Source : Dépouillement de la question N° 01.

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

On constate que la majorité des entreprises que nous avons interrogées dépassent les 10 ans d'existence à un pourcentage de 80%. Tandis que la tranche d'âge de moins de 5 ans et celle entre 5 et 10 ans ne représentent que 20 % ensemble.

02) Pouvez-vous indiquer la taille de votre entreprise ? (N.B : le critère utilisé étant le nombre d'effectifs) ?

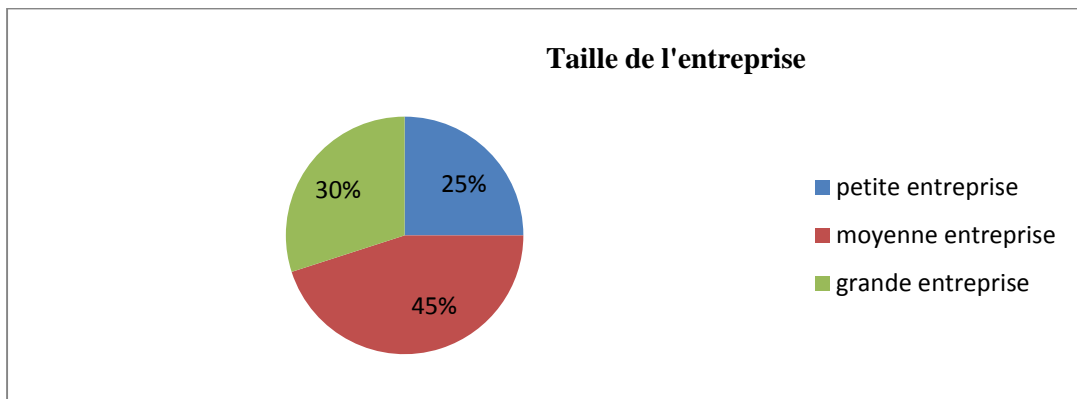
Il s'agit d'une question qui permet de déterminer la taille de l'entreprise à partir du nombre d'effectifs.

Tableau N° 07 : La répartition de l'échantillon selon la taille de l'entreprise

Taille de l'entreprise	nombre d'effectifs	la fréquence en %
petite entreprise	5	25%
moyenne entreprise	9	45%
grande entreprise	6	30%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question N°02.

Graphique N°07 : La répartition de l'échantillon selon la taille de l'entreprise



Source : Dépouillement de la question N°02.

À travers les résultats que nous avons obtenus, on remarque que 45% des entreprises figurent dans la catégorie des moyennes entreprises, disposant de moins de 500 Salariés. Suivie par les grandes entreprises qui occupent 30% de l'ensemble de l'échantillon. Enfin, on retrouve les petites entreprises à raison de 25%.

03) Quel est le secteur juridique de votre entreprise ?

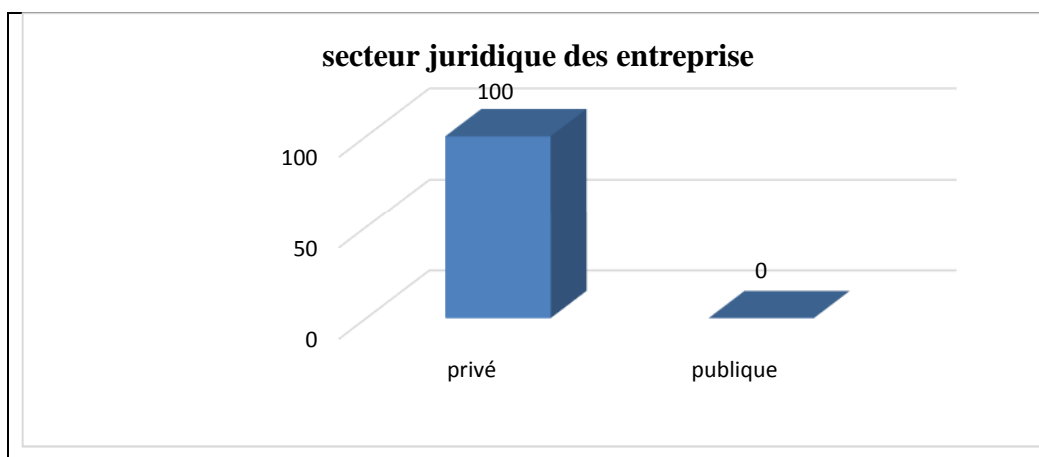
L'objectif de cette question est de déterminer le secteur juridique des entreprises interrogées.

Tableau N° 08 : secteur juridique des entreprises

Secteur juridique	nombre de réponses	fréquence en %
privé	20	100
publique	0	0
total	20	100

Source : Dépouillement de la question N°03

Graphique N° 08 : Secteur juridique des entreprises



Source : Dépouillement de la question N°03

D'après le graphique N° 08, on peut constater que la totalité des entreprises interrogées active dans le secteur privé.

Partie II : données relatives aux importations

Cette partie vise à identifier les données relatives aux importations et à analyser les relations des entreprises de la wilaya de Bejaia avec l'étranger.

04) Depuis quand votre entreprise à commencer a importé ?

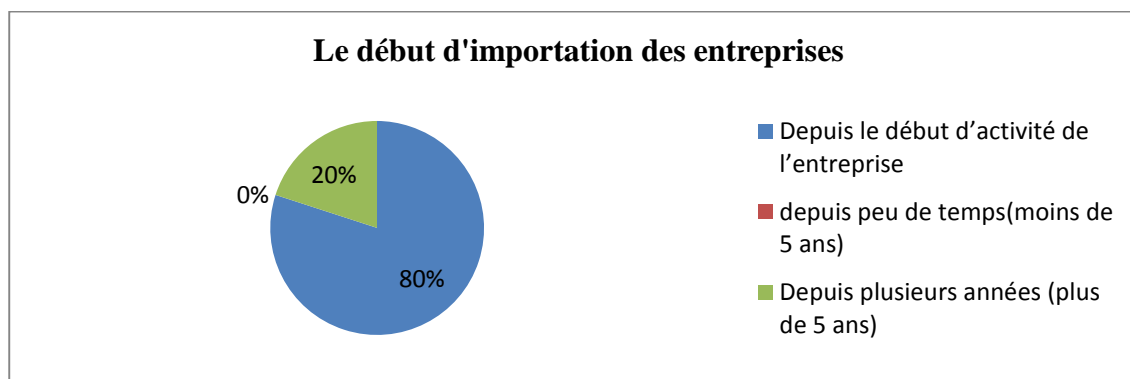
Cette question détermine le début des opérations d'importation pour l'ensemble des entreprises interrogées.

Tableau N°09 : La répartition de l'échantillon selon le début de l'importation

début des opérations d'importation	nombre de réponses	la fréquence en %
Depuis le début d'activité de l'entreprise	16	80%
depuis peu de temps (moins de 5 ans)	0	0%
Depuis plusieurs années (plus de 5 ans)	4	20%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question N° 04.

Graphique N°09 : La répartition de l'échantillon selon la taille de l'entreprise



Source : Dépouillement de la question 04

Nous remarquons que 80% des entreprises interrogées ont commencé à importer depuis le début de leurs activités, tandis que les 20% qui restent importent depuis plusieurs années.

05) Quel type de produits importez-vous ?

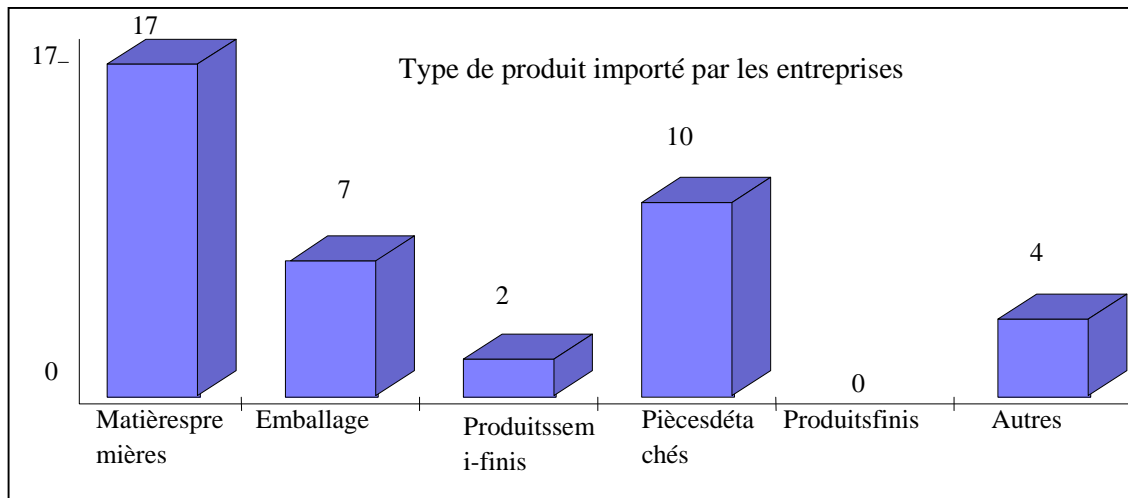
Cette question permet de savoir quel est le produit le plus importé par les 20 entreprises interrogées.

Tableau N°10 : type de produit le plus importé

type de produit le plus importé	matière première	emballage	produits semi-finis	pièces détachées	produits finis	Autre
nombre de réponses	17	7	2	10	0	4

Source : Dépouillement de la question 05

Graphique N° 10 : type de produit importé par les entreprises



Source : Dépouillement de la question 05

Nous constatons que les matières premières sont les produits les plus importés par notre échantillon, suivi des pièces détachées dont leur disposition s'avère primordiale dans le processus de production. En dernier, on retrouve les produits semi-finis dont seulement 0.1% de l'ensemble de notre échantillon fait recours à leurs importations.

Ce résultat justifie que la production des entreprises de notre échantillon dépend des matières premières et des pièces détachées pour le fonctionnement de leurs processus de production.

06) Qu'est-ce qui justifie le plus, votre choix d'importation ?

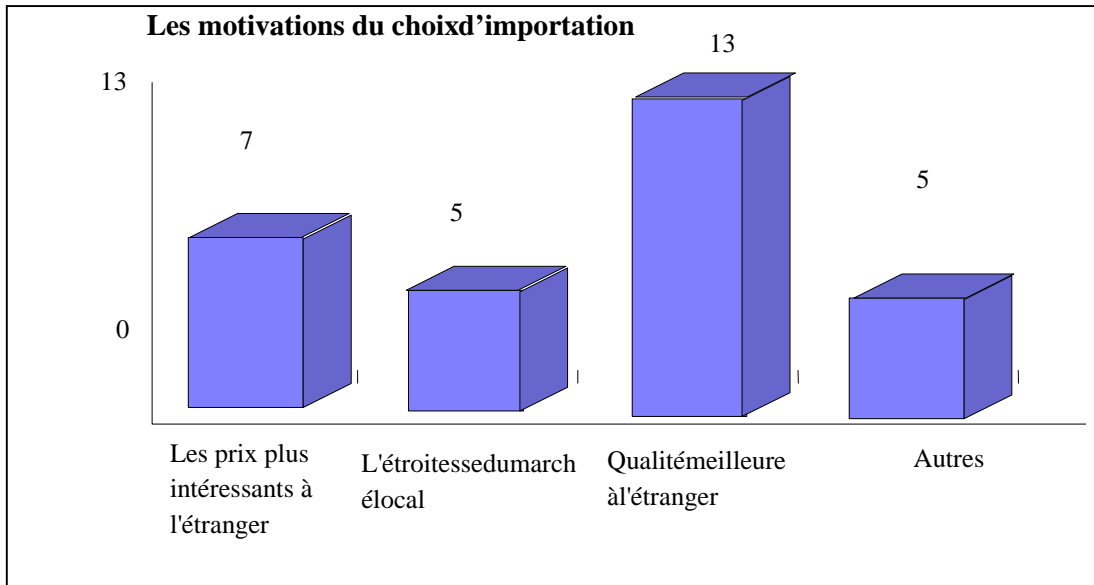
Il s'agit d'une question qui vise à déterminer les motivations des entreprises à faire d'importation.

Tableau N°11 : les motivations de choix d'importation

les motivations de choix d'importation	les prix plus intéressants à l'étranger	l'étroitesse du marché local	qualité meilleure à l'étranger	autre
nombre de réponses	7	5	13	5

Source : Dépouillement de la question 06.

Graphe N°11 : Les motivations du choix d'importation



Source : Dépouillement de la question 06

Nous présentons un graphique qui montre les choix motivants les entreprises de notre échantillon à avoir recours aux importations.

On peut dégager à partir de ce graphique que 13 entreprises sur 20 ont classé « la qualité meilleure à l'étranger » comme la motivation principale de leur choix d'importation.

Néanmoins, « les prix plus intéressants à l'étranger » est classée deuxième motivation. Tandis, que « l'étroitesse du marché et l'absence des matières premières sur le marché local » figure comme dernière proposition.

D'autres motivations ont été données pour justifier le recours de ces entreprises aux importations, à savoir ; la marque des produits importés et l'image des fournisseurs, le respect de certaines normes et la conservation des relations avec l'étranger.

07) Quel(s) est/sont la(les) région(s) de la provenance de vos produits importés ?

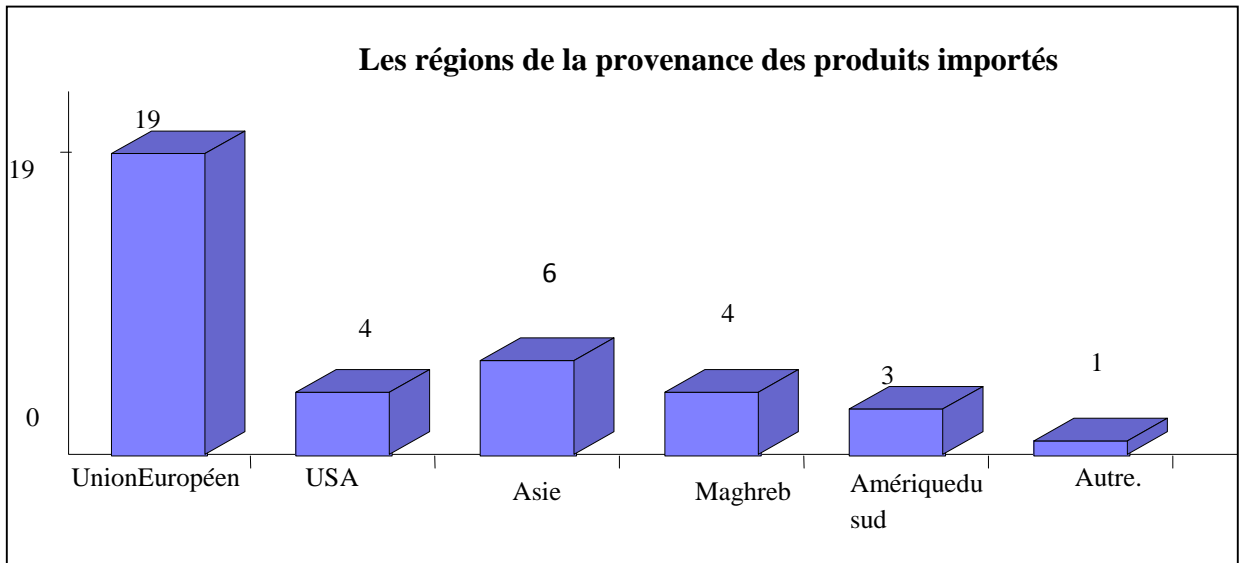
L'objectif est de savoir d'où proviennent les produits importés des 20 entreprises comportant notre échantillon d'étude. Pour cela, on a interrogé ces entreprises et on a classé les régions d'origines de leurs importations.

Tableau N°12 : les régions de la provenance des produits importés

régions	Union européenne	USA	Asie	Maghreb	Amérique du sud	Autre
nombre de réponses	19	4	6	4	3	1

Source : Dépouillement de la question 07.

Graphique N°12 : les régions de la provenance des produits importés



Source : Dépouillement de la question 07

Nous présentons un graphique qui montre les régions de la provenance des produits importés de l'ensemble des entreprises questionnées.

On constate que l'Union européenne occupe la première place, en ce qui concerne les régions de la provenance des produits importés de ces entreprises. Cela est dû particulièrement aux accords commerciaux établis avec l'Algérie tels que l'accord d'association qui a permis la création d'une zone de libre-échange entre ces deux partenaires.

Les autres régions telles que l'Asie, les USA ou encore le Maghreb, viennent par la suite avec des niveaux moins importants que la précédente, justifiant que l'Algérie dispose de relations multilatérales.

08) Quel est le mode principal de transport qu'utilisez-vous pour importer vos produits ?

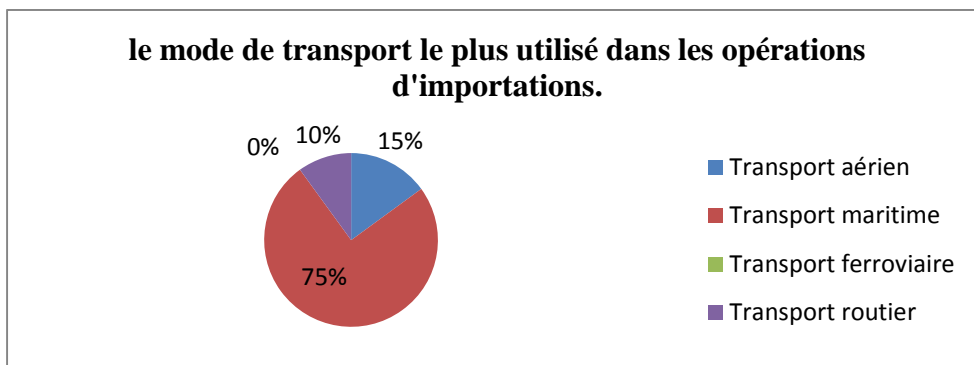
Elle permet de déterminer le mode de transport le plus utilisé dans les opérations d'importation des entreprises interrogées.

Tableau N°13 : La répartition de l'échantillon selon le mode principal de transport

Mode principal de transport	nombre de réponses	la fréquence en %
Transport aérien	3	15%
Transport maritime	15	75%
Transport ferroviaire	0	0%
Transport routier	2	10%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question08

Graphique N°13 : La répartition de l'échantillon selon le mode principal de transport



Source : Dépouillement de la question 04

L'expédition d'une marchandise par bateau est généralement plus pratique et plus économique que l'expédition par voie aérienne ou terrestre.

Le graphe N°13 représente la répartition des entreprises interrogées selon le mode de transport le plus utilisé.

Cependant, à travers les résultats obtenus, nous constatons que 15 entreprises sur 20 utilisent le transport maritime pour leurs opérations d'importations, soit 75% de l'échantillon. Le second mode de transport le plus utilisé est le transport aérien avec 15%

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

de l'ensemble des entreprises, suivi par le transport routier avec seulement 10%. Le transport ferroviaire par contre, n'est utilisé par aucune des entreprises interrogées.

09) Quel est le mode de paiement qu'utilisez-vous le plus pour régler vos importations ?

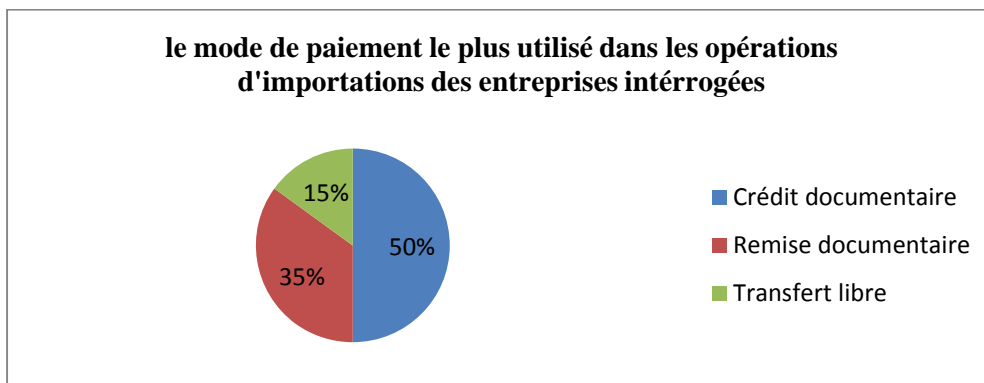
Cette question permet de déterminer le mode de paiement le plus utilisé pour régler les opérations d'importations des entreprises auxquelles on a eu des réponses à nos questionnaires.

Tableau N°14 : La répartition de l'échantillon selon le mode de paiement

Mode de paiement	nombre de réponses	la fréquence en %
Crédit documentaire	10	50
Remise documentaire	7	35
Transfert libre	3	15
total	20	100

Source : Dépouillement de la question 09

Graphique N°14 : La répartition de l'échantillon selon le mode de paiement le plus utilisé dans les opérations d'importations



Source : Dépouillement de la question 09

Le dépouillement de la question N°09 nous amène aux résultats suivants :

- ✓ La moitié des entreprises interrogées utilise le crédit documentaire pour régler leurs opérations d'importations. Ce mode de paiement permet la sécurité totale pour les deux contractants.
- ✓ Même en permettant à l'importateur de ne pas payer jusqu'à la réception de la marchandise, le transfert libre n'est utilisé que par 15% de l'ensemble des entreprises

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

enquêtés. Son plus grand inconvénient est celui qui n'est pas fondé sur des documents.

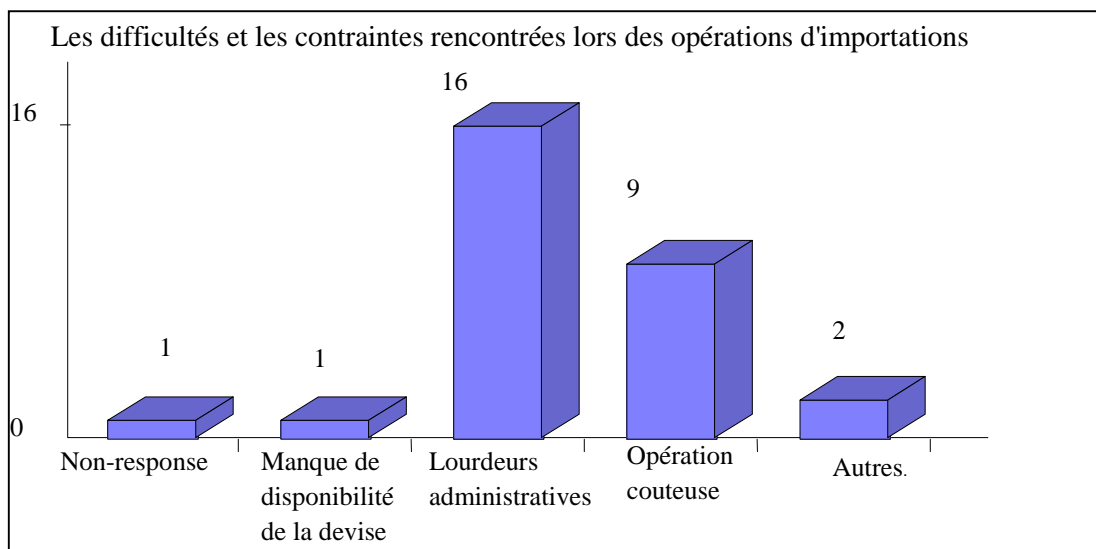
10) Quelles sont les difficultés et les contraintes rencontrées dans vos opérations d'importations ?

L'intérêt de cette question est de déterminer les difficultés et les contraintes rencontrées dans les opérations d'importations par les entreprises sollicitées.

Tableau N°15 : les difficultés rencontrées dans l'opération d'importation

les difficultés rencontrées dans l'opération d'importation	non réponse	manque de disponibilité de la devise	lourdeurs administratives	opération couteuse	Autre
nombre de réponses	1	1	16	9	2

Graphique N° 15 : les difficultés et les contraintes rencontrées lors des opérations d'importations.



Source : Dépouillement de la question 10

D'après les résultats que nous avons obtenus grâce à l'analyse de la question N°10, nous pouvant classer les difficultés et les contraintes rencontrées actuellement par les entreprises enquêtées selon leur importance ;

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

- 1) Lourdeurs administratives : les opérations d'importation en Algérie requièrent l'établissement d'un nombre important de documents ;
- 2) Opération coûteuse : l'importation d'un produit nécessite le paiement de son transport, les tarifs douaniers, son acheminement vers les locaux de l'entreprise et autres coûts supplémentaires ;
- 3) Manque de la disponibilité des devises : la dévaluation du dinar durant ces dernières années a provoqué une baisse des réserves de changes, ce qui rend l'accès aux devises limité.

Partie III : Impact de la dévaluation du dinar sur les importations

L'objectif à travers cette dernière partie c'est d'analyser et montrer l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations.

11) Quelle est la devise étrangère qui impacte le plus votre entreprise ?

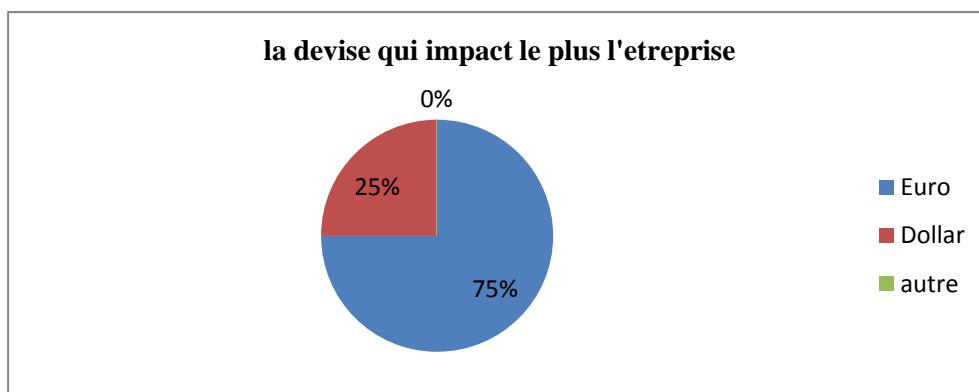
Le tableau et le graphique suivant nous permet de soulever qu'elle est la devise qui impacte le plus l'activité des entreprises consultées.

Tableau N°16 : la répartition de l'échantillon selon la devise qui impact le plus

La devise qui impact le plus	nombre de réponses	fréquence en %
Euro	15	75
Dollar	5	25
autre	0	0
total	20	100

Source : Dépouillement de la question 11

Graphique N° 16 : la devise qui impact le plus les entreprises interrogées



Source : Dépouillement de la question 11

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

À travers les réponses de notre questionnaire, nous constatons que 75% des entreprises interrogées sont influencées par l'Euro et le reste, soit 25% des entreprises sont influencées par dollar. Cela est lié directement aux régions de provenance des produits importés.

12) Avec la dévaluation du dinar, les produits importés seront plus chers. Quelles sont les décisions importantes à avoir été prises en réponse à ce phénomène ?

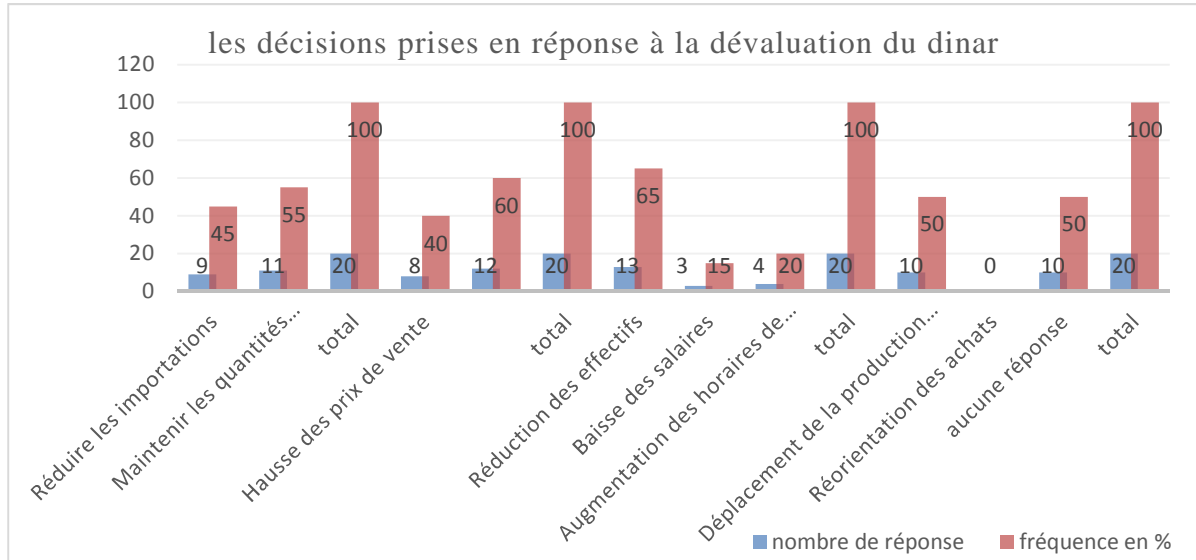
L'objectif visé par cette question est de montrer les décisions prises par les entreprises consultées afin de répondre à la dévaluation du dinar.

Tableau N°17 : les décisions prises par les entreprises consultées en réponse à la dévaluation du dinar.

	propositions	nombre de réponses	fréquence en %
Volume des importations	Réduire les importations	9	45%
	Maintenir les quantités habituelles en payant plus	11	55%
	total	20	100%
Prix de vente	Hausse des prix de vente	8	40%
	Réduction de la marge bénéficiaire	12	60%
	total	20	100%
effectifs	Réduction des effectifs	13	65%
	Baisse des salaires	3	15%
	Augmentation des horaires de travail	4	20%
	total	20	100%
achat	Déplacement de la production à l'étranger	10	50%
	Réorientation des achats	0	0%
	aucune réponse	10	50%
	total	20	100%

Source : Dépouillement de la question N° 12.

Graphique N°17 : les décisions prises par les entreprises consultées en réponse à la dévaluation du dinar.



Source : Dépouillement de la question N° 12.

Le graphique N°17 représente les décisions qui ont été prises par les entreprises de notre échantillon en réponse à la dévaluation.

Les propositions données ont été classées en quatre catégories :

- Catégorie concernant le volume des importations : on peut voir, d'après le graphique N° 17 que la majorité des entreprises implorées ont préféré maintenir les quantités d'importation habituelles en payant plus que de les réduire et risquer d'influencer leurs productions ;
- Catégorie concernant les prix de vente : 60% des entreprises sondées ont préféré intervenir sur leurs marges bénéficiaires au lieu d'augmenter leurs prix de vente par crainte de perdre leurs compétitivités ;
- Catégorie concernant les effectifs : 65% des entreprises ont été forcées de réduire leurs effectifs à cause de la dévaluation du dinar, 20% ont jugé que l'augmentation des horaires de travail était la meilleure décision à prendre, tandis que les 15% restant ont décidé de baisser les salaires de leurs employés ;
- Catégorie concernant les achats : pour remédier à la hausse des produits importés causée par la dévaluation du dinar, 50% de ces entreprises ont résolu que le déplacement de la production vers l'étranger fût la meilleure solution.

13) La dévaluation entraîne une inflation importée, ce qui réduit le pouvoir d'achat des consommateurs. Avez-vous enregistré une baisse des ventes suite à cela durant ces dernières années ?

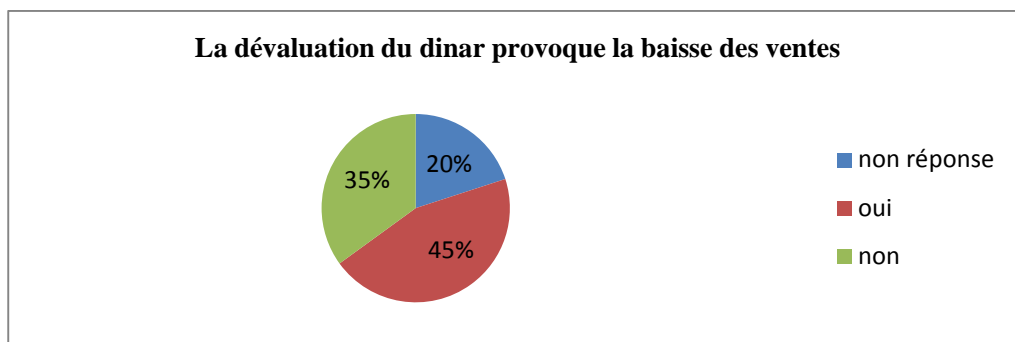
Cette question nous permet de savoir si la dévaluation du dinar provoque une baisse des ventes. Pour cela, on a interrogé l'ensemble de l'échantillon de notre enquête pour déterminer la moyenne de la baisse de leurs ventes durant ces années précédentes.

Tableau N°18 :La dévaluation du dinar provoque la baisse des ventes des entreprises

	nombre effectif	fréquence en %
non-réponse	4	20%
oui	9	45%
non	7	35%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question 13.

Graphique N°18 : La dévaluation du dinar provoque la baisse des ventes des entreprises



Source : Dépouillement de la question 13.

Le graphique N°18 nous résume les résultats du tableau N° 15 ce qui nous donne un pourcentage de 20% sur les entreprises n'ayant pas répondu à cette question.

Ces résultats montrent également que 35% de ces entreprises n'ont pas enregistré une baisse des ventes suite à la dévaluation du dinar. Les 45% qui restent, soit 9 entreprises sur 20 ont mentionné que la dévaluation du dinar influe à la baisse de leur volume de ventes.

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

Tableau N°19 : moyenne de la baisse des ventes.

Ce tableau nous permet de calculer la baisse moyenne des ventes suite à la dévaluation du dinar durant ces dernières années.

On déduit à partir du tableau N° 19 que la dévaluation du dinar a provoqué une baisse moyenne de 24.44% des ventes des 9 entreprises ayant affirmé qu'elles ont enregistré des baisses de leurs chiffres d'affaires.

entreprises	01	02	03	04	05	06	07	08	09	moyenne
baisse des ventes en %	10%	40%	40%	20%	10%	30%	30%	10%	30%	24.44%

Source : Dépouillement de la question 13.

14) Envisagez-vous la dévaluation du dinar comme une occasion de repenser à la stratégie et au fonctionnement de votre entreprise vis-à-vis de l'étranger ?

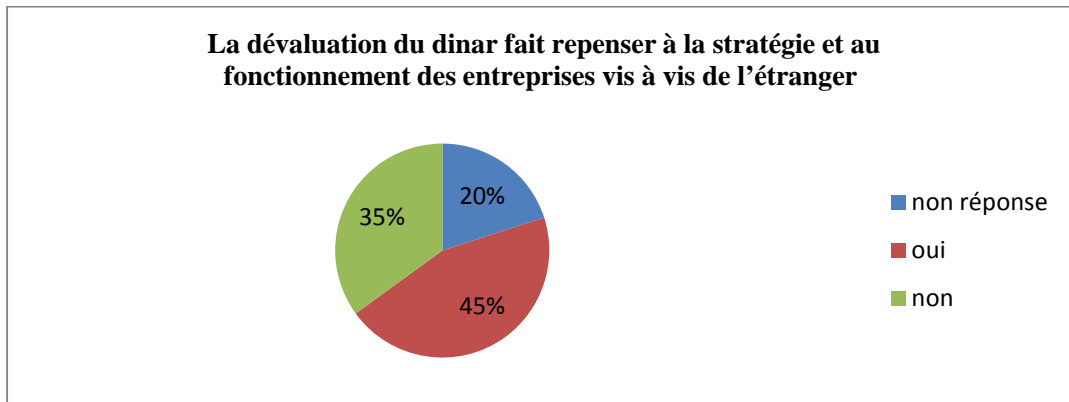
Cette question permet de déterminer si les effets de la dévaluation du dinar ont fait réfléchir les entrepreneurs algériens à revoir leurs stratégies afin de rompre leur dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Tableau N°20 : La dévaluation du dinar fait repenser à la stratégie et au fonctionnement des entreprises vis-à-vis de l'étranger

	nombre de réponses	fréquences en %
non-réponse	4	20%
oui	9	45%
non	7	35%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question 14

Graphique N°19 : La dévaluation du dinar fait repenser à la stratégie et au fonctionnement des entreprises vis-à-vis de l'étranger



Source : Dépouillement de la question 14.

L'interprétation du graphique N° 19 nous donne les faits suivants :

Les entreprises n'ayant pas répondu à cette question occupent une marge de 35% de l'ensemble de l'échantillon. Ces entreprises n'arrivent pas à se positionner par rapport à cette question. D'un côté, leur dépendance vis-à-vis de l'étranger les inquiète et de l'autre côté, le recours au marché local ne sera pas possible en raison de la non-disponibilité de certains produits ou d'une meilleure qualité.

Cependant, 45% de notre échantillon trouvent que la dévaluation de la monnaie nationale est une occasion de modifier leurs stratégies et leurs fonctionnements. Cela, en consommant les produits locaux pour certains, le changement de secteur d'activité pour les autres, ou bien la substitution aux produits importés auparavant.

Pour ce dernier cas on peut prendre le cas de la laiterie SOUMMAM qui a remplacé l'importation de la poudre de lait par l'importation des vaches laitières. Du coup, ça lui permet de se protéger des effets néfastes de la dévaluation du dinar et surtout d'encourager la production nationale.

Les entreprises qui ont répondu par « non » estiment qu'elles n'ont pas le choix.

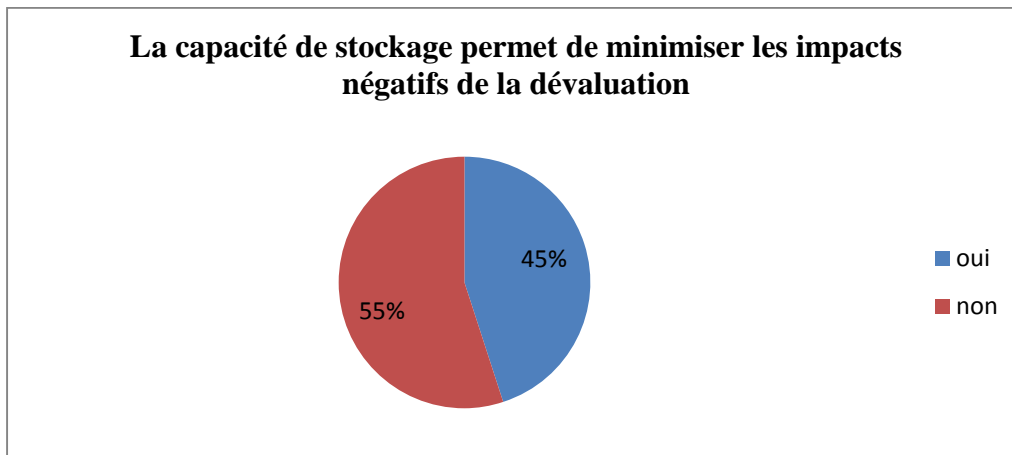
15) Pensez-vous qu'avoir une grande capacité de stockage permet de minimiser les impacts négatifs de la dévaluation sur les opérations d'importations ?

Tableau N°21 :La capacité de stockage permet de minimiser les impacts négatifs de la dévaluation

	nombre de réponses	la fréquent en %
oui	9	45%
non	11	55%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question15.

Graphique N°20 :La capacité de stockage permet de minimiser les impacts négatifs de la dévaluation



Source : Dépouillement de la question15.

L'interprétation du graphique au-dessus nous annonce que plus de la moitié de notre échantillon ne trouve pas qu'avoir une grande capacité de stockage permet de minimiser les effets négatifs de la dévaluation du dinar.

En général, la capacité de stockage pour une entreprise permet de se prémunir des fluctuations du taux de change. En effet, elle permet d'acheter en grandes quantités pour les stocker. Mais cette stratégie n'est pas efficace pour certains produits puisque le stockage dépend de la nature du produit importé, de sa durée de consommation et surtout de la disponibilité des fonds. En plus le stockage génère une charge supplémentaire pour l'entreprise.

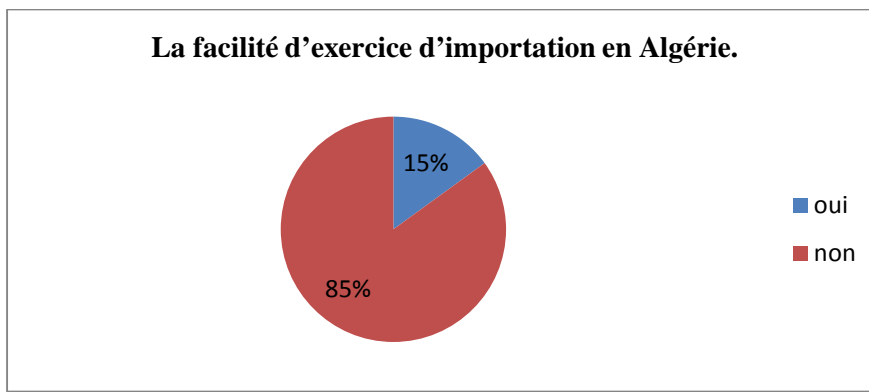
16) Trouvez-vous que l'Algérie est un pays où l'exercice des opérations d'importation est facile ?

Tableau N°22 : La facilité d'exercice d'importation en Algérie.

	nombre effectif	la fréquence en %
oui	3	15%
non	17	85%
total	20	100%

Source : Dépouillement de la question16.

Graphe N°21 : La facilité d'exercice d'importation en Algérie.



Source : Dépouillement de la question16

On peut lire sur le graphique N° 21 que la plus grande partie des entreprises interrogées trouve que l'Algérie est un pays où l'exercice des opérations d'importations est difficile.

Les arguments qu'on a eus par ces entreprises sont les suivants :

- ✓ procédures bancaires très compliquées ;
- ✓ Système douanier très rigide ;
- ✓ Trop de bureaucratie ;
- ✓ opérations très couteuses ;
- ✓ vide juridique.

17) Veuillez classer les propositions suivantes selon votre degré de crainte à propos de la dévaluation actuelle du dinar ?

- ✓ Baisse de rendement ;
- ✓ Fermetures d'entreprises ;
- ✓ réduction des effectifs (licenciement) ;

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

- ✓ Diminution des salaires ;
- ✓ Augmentation des coûts de production.

Les résultats de notre enquête nous parviennent au classement suivant :

1. L'augmentation des coûts de production : elle apparait comme la première crainte de ces entreprises questionnées, puisque les autres craintes qui suivent sont directement liées à celle-là ;
2. La baisse du rendement : l'augmentation des coûts et la baisse des bénéfices ont une relation inverse ; la hausse de premier engendre la baisse des profits ;
3. Réduction des effectifs : la hausse des achats et la rémunération des effectifs sont des coûts pour l'entreprise. Ayant moins de contrôle sur le premier, l'entreprise intervient sur le second pour limiter ces pertes ;
4. Diminution des salaires : le recours à cette étape détermine que l'entreprise est touchée de plein fouet par la dévaluation de la monnaie ;
5. Fermeture de l'entreprise : elle est classée en dernier puisque la réalisation de toutes ces craintes citées induit à la faillite de l'entreprise.

18) Citez trois principales conséquences de la dévaluation du dinar sur votre entreprise ?

Nous avons visé par cette question, la détermination des principales conséquences de la dévaluation du dinar algérien.

Les réponses qu'on a eues nous ont donné la possibilité de ressortir trois grandes conséquences de la dévaluation du dinar, à savoir :

- ✓ L'augmentation du coût d'achat et conséquemment le prix de revient ;
- ✓ Baisse des volumes de vente et des marges bénéficiaires ;
- ✓ Diminution de la masse salariale.

19) Que pouvez-vous dire de plus sur votre situation vis-à-vis de la dévaluation du dinar ?

Cette question est établie pour permettre aux répondants de donner leur avis sur le phénomène de la dévaluation du dinar algérien. Du coup, la conclusion qu'on peut tirer de leurs avis est que les entreprises algériennes ne peuvent échapper aux effets de la

Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.

dévaluation du dinar, puisque leurs fonctionnements dépendent de l'importation des matières premières.

Conclusion

D'après l'ensemble des résultats fournis par le stage pratique effectué chez la SARL RAMDY et l'enquête auprès de quelques entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia, on constate que la dévaluation du dinar affecte en grande partie ces entreprises.

Les résultats de ce dernier chapitre se résument alors, dans les points suivants :

- ✓ La dévaluation du dinar algérien s'est reflétée sur les coûts de production des entreprises provoquant ainsi, la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs et la hausse des prix de vente ;
- ✓ Les fluctuations du taux de change algérien ont fait apparaître un sentiment de vulnérabilité auprès des entreprises enquêtées, ce qui les a poussés à réfléchir au bon fonctionnement de leurs stratégies.

Conclusion générale

Tout au long de cette étude, nous nous sommes focalisés sur la dévaluation de la monnaie, qui est un instrument de politique économique établi par l'Etat dont l'objectif principal est de corriger les déséquilibres de la balance commerciale et de la balance des paiements.

Étant donné que l'objectif de notre enquête est de déterminer l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices en Algérie, nous avons réalisé une exploitation documentaire, une enquête auprès de certaines entreprises de la wilaya de Bejaia et un stage pratique au niveau de l'entreprise RAMDY.

Notre travail a pour objectif de répondre à trois principales questions :

- la première sert à déterminer en quoi consiste la dévaluation d'une monnaie ;
- La deuxième permet de démontrer comment les prix du pétrole et la valeur de la monnaie nationale de l'Algérie sont corrélés ;
- La troisième décrit la façon dont les entreprises algériennes sont impactées par la dévaluation du dinar ;

L'analyse des données recueillies nous a permis de tirer les principaux résultats suivants :

L'Algérie, étant une économie mono-exportatrice, facture les ventes de ses hydrocarbures en dollar. Et étant l'un des grands pays importateurs dans le monde, dont la majorité de ces importations proviennent de l'Union européenne facture ces achats en Euro.

La baisse des prix des hydrocarbures implique donc, la baisse des revenus de l'Algérie. En effet, le refus de l'Arabie Saoudite de baisser sa production journalière de pétrole, les États Unis qui redeviennent exportateurs grâce au pétrole de schiste ainsi que le retour du pétrole iranien sur les marchés suite à la levée des sanctions économiques en janvier 2016, participe à la chute des prix du baril ainsi qu'à la baisse de la valeur des exportations de l'Algérie d'une part. D'autre part, les importations ne pouvant plus être couvertes par les exportations se voient obligées d'être freinées. Ce qui justifie le recours à la dévaluation du dinar.

À travers l'analyse théorique et la vérification pratique que nous avons effectuées, on peut affirmer aussi que la dévaluation du dinar algérien a engendré une inflation importée.

Conclusion générale

Les entreprises algériennes étant dépendantes des matières premières importées pour la réalisation de leurs productions, ont été obligés de continuer à importer même en payant plus cher, afin d'assurer leur continuité et leur survie. Cette augmentation des prix consiste en un coût supplémentaire pour ces entreprises. Cependant, l'intégration de ces matières importées dans le processus de production contribue à la hausse des prix de revient et automatiquement aux prix de vente.

Néanmoins, pour garder sa compétitivité, une entreprise peut intervenir sur sa marge bénéficiaire ; en acceptant de la réduire, elle permet de rééquilibrer ces prix et de stabiliser le volume de ces ventes.

Enfin, la principale conclusion que l'on peut tirer de cette étude est que la dévaluation de la monnaie en Algérie n'est pas considérée comme réussie. Puisque, les entreprises algériennes ne trouvant pas les matières premières nécessaires sur le territoire national, font appel aux marchés étrangers. Toutefois, le but de la dévaluation du dinar qui est de stimuler les exportations et décourager les importations n'est pas atteint.

Notre étude laisse à penser que la dévaluation du dinar algérien n'est pas l'instrument le plus adéquat pour le moment et qu'une diversification de la production nationale doit s'imposer pour sortir de cette dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Sommaire

Introduction générale	1
Chapitre I : généralités sur le taux de change	4
Introduction	4
Section01 : le taux de change et le régime de change.....	4
Section 2 : la dévaluation de la monnaie.....	11
Conclusion.....	18
Chapitre II : La dévaluation du dinar et son impact sur les échanges extérieurs	20
Introduction	20
Section 01 : La structure des échanges extérieurs en Algérie.....	20
Section 2 : les effets de la dévaluation de la monnaie sur les échanges extérieurs.....	34
Conclusion.....	42
Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia	44
Introduction	44
Section 01 : L'impact de la dévaluation du dinar sur les importations de la laiterie RAMDY.....	44
Section 02 : Enquête par questionnaire sur l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia	50
Conclusion.....	71
Conclusion générale	72

Table des matières

Dédicace

Remerciement

Introduction générale.....	1
Chapitre I : généralités sur le taux de change	4
Introduction	4
Section01 : le taux de change et le régime de change	4
1.1. Définition de marché des changes	4
1.2. Les différents types des taux de change.....	5
1.2.1. Le taux de change bilatéral	5
1.2.1.1. Le taux de change bilatéral nominal (TCN)	5
1.2.1.2. Le taux de change bilatéral réel (TCR)	6
1.2.2. Le taux de change effectif (TCE).....	6
1.2.2.1. Le taux de change effectif nominal (TCEN)	6
1.2.2.2. le taux de change effectif réel (TCER).....	6
1.2.3. le taux de change au comptant et le taux de change à terme	7
1.2.3.1. Le taux de change au comptant soit un cours « spot » :	7
1.2.3.2. Le taux de change à terme soit un cours « forward »:.....	7
1.3. types des régimes de change	7
1.3.1. Un régime de change fixe « constant »	7
1.3.1.1. les avantages de régime de change fixe.....	7
1.3.1.2. Les inconvénients de régime de change fixe	8
1.3.2. Un régime de change flottant « variable »	8
1.3.2.1. les avantages de régime de change flottant.....	8
1.3.2.2. Les inconvénients de régime de change flottant.....	8
1.4. Les déterminants du taux de change	8
1.4.1. Les déterminants basés sur les variables réelles	9
1.4.1.1. La théorie de la parité des pouvoirs d'achat :	9
1.4.1.2. La théorie de la balance des paiements	10
1.4.2. Les déterminants basés sur les variables financières	10
1.4.2.1. la théorie de la parité de taux d'intérêt	10
1.4.2.2. modèle de choix du portefeuille	11

1.4.2.3. modèle monétariste des taux de change	11
Section 2 : la dévaluation de la monnaie en Algérie	11
2.1. Définition et formes de la dévaluation	12
2.1.1 : Définition de la dévaluation	12
2.1.2 : Les formes de la dévaluation	12
2.1.2.1. La dévaluation ouverte ou explicite.....	12
2.1.2.2. La dévaluation implicite ou camouflée	12
2.1.2.3. La dévaluation offensive	12
2.1.2.4. La dévaluation défensive	13
2.2. Historique de la dévaluation du dinar en Algérie	13
2.2.1. Accord stand-by en 31 mai 1989	13
2.2.2. Accord stand-by en 3 juin 1991	13
2.2.3. L'accord stand-by en mai 1994.....	14
2.2.4. La facilité de financement élargie (FFE) en mai 1995.....	15
2.2.5. La dévaluation du dinar dans le régime de change administré	15
2.2. Les causes de la dévaluation en Algérie	16
2.3. Le cadre réglementaire déterminant de la convertibilité du dinar	16
Conclusion.....	18
Chapitre II : La dévaluation du dinar et son impact sur les échanges extérieurs	20
Introduction	20
Section 01 : La structure des échanges extérieurs en Algérie.....	20
1.1. Les étapes historiques de la politique de change en Algérie	21
1.1.1. La phase allant de 1962 à 1971	21
1.1.2. la phase allant de 1971 à 1986	22
1.1.3. La phase allant de 1986 à 1994.....	23
1.1.4. La phase allant de 1994 à nos jours	24
1.2. Le marché de change en Algérie.....	25
1.2.1. Le marché interbancaire des changes.....	25
1.2.2. Le marché des changes parallèle.....	26
1.3. Évolution de la balance commerciale en Algérie.....	27
1.3.1. période allant de 1962 à 1980	27
1.3.2. Période allant de 1980 à 2000	28
1.3.3. Période allant de 2000 à 2015	30
1.4. évolution de taux de change en Algérie :.....	30
1.4.1. Etape 01 : de 1964 à 1970.....	30

1.4.2. Étape 2: de 1971 à 1987	31
1.4.3. Étape 3: de 1988 à 1994.....	31
1.4.4. Étape 4: de 1994 à nos jours	31
1.5. La désindustrialisation et la malédiction des ressources naturelles en Algérie	33
Section 2 : les effets de la dévaluation de la monnaie sur les échanges extérieurs...	34
2.1. Objectif de la dévaluation en Algérie	34
2.2. Les effets attendus de la dévaluation de la monnaie sur les échanges extérieurs	35
2.2.1. L'effet prix	36
2.2.2. L'effet volume	36
2.2.3. L'explication de la courbe J.....	36
2.2.4. Effets sur l'inflation	37
2.3. Les limites de la dévaluation de la monnaie	37
2.4. Les mesures d'accompagnement de la dévaluation actuelle du dinar algérien.	39
2.4.1. l'opération de mise en conformité fiscale du 02 aout 2015 au 31 décembre 2016	39
2.4.2. La limite de l'octroi des licences d'importation et d'exportation.....	40
2.4.3. L'emprunt obligataire	41
Conclusion.....	42
Chapitre III : Essai d'analyse de l'impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises importatrices de la wilaya de Bejaia.....	44
Introduction	44
Section 01 : L'impact de la dévaluation du dinar sur les importations de la laiterie RAMDY	44
1.1. La présentation de la SARL RAMDY	44
1.1.1. Historique de la SARL RAMDY	44
1.1.2. Les principaux produits fabriqués par la SARL RAMDY.....	45
1.1.3. L'organigramme de la SARL RAMDY.....	45
1.1.4. Présentation du service d'accueil.....	45
1.2. Présentation d'un exemple de comparaison entre deux opérations d'importation de la poudre de lait durant la période 2015- 2016	46
1.2.1. Impact de la dévaluation du dinar sur l'évolution des prix de la poudre de lait	46
1.2.2. Impact de la dévaluation du dinar sur la production du yaourt chez la SARL RAMDY.....	47
Section 02 : Enquête par questionnaire sur l'impact de la dévaluation du dinar sur les importations des entreprises de la wilaya de Bejaia	50
2.1. Présentation de l'enquête sur le terrain	50
2.1.1. Objectif de l'enquête.....	51

2.1.2. La méthodologie du questionnaire.....	51
2.1.3. Présentation de l'échantillon d'étude.....	52
2.2. L'analyse des résultats de l'enquête.....	52
Conclusion.....	71
Conclusion générale	72

Annexe

Bibliographie

Liste d'illustrations

Liste des abréviations

Table des matières